

Rapport d'apprentissage

Réflexion pour le travail d'influence : comprendre les chemins d'impact dans la réponse aux crises

Louise Clark, Jo Carpenter et Joe Taylor

JANVIER 2024

Vue d'ensemble

Le programme CORE

Le programme Covid-19 Responses for Equity (CORE) est une initiative sur trois ans financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, qui a rassemblé 20 projets issus des pays du Sud afin de comprendre les impacts socio-économiques de la pandémie de Covid-19, d'améliorer les réponses existantes et d'élaborer de meilleures options politiques pour favoriser la relance.

Les recherches ont porté sur 42 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient afin de comprendre comment la pandémie a affecté les régions et les personnes les plus vulnérables en aggravant les fragilités existantes. Les projets de recherche ont couvert un large éventail de thèmes, notamment les politiques macroéconomiques de soutien et de redressement, l'appui aux activités économiques essentielles et la protection des entreprises informelles, des petits producteurs et des femmes au travail, ainsi que la promotion d'une gouvernance démocratique pour renforcer la responsabilité, l'inclusion sociale et l'engagement civique (Bolton et Georgalakis 2022).

L'Institute of Development Studies (IDS) a apporté aux partenaires de recherche du programme CORE un appui à l'application des connaissances afin de maximiser l'apprentissage généré dans l'ensemble du portefeuille de recherche et d'approfondir l'engagement auprès des gouvernements, de la société civile et de la communauté scientifique. Dans le cadre de ce soutien, l'équipe d'application des connaissances de l'IDS a travaillé avec les équipes de projet du programme CORE pour reconstruire et réfléchir à leurs chemins d'impact afin de faciliter l'échange de connaissances Sud-Sud sur des stratégies efficaces pour l'impact de la recherche et de partager l'apprentissage sur la façon dont la cohorte du programme CORE a influencé les politiques et produit des changements. Ce rapport présente une vue d'ensemble de ces chemins d'impact et des enseignements tirés d'une sélection de projets choisis pour représenter la diversité des approches visant à mobiliser les décideurs politiques, la société civile et les médias afin de générer et de partager des données probantes des effets de la pandémie sur différents groupes vulnérables.

Sommaire

1. Introduction aux chemins d'impact	4
2. Contexte	8
Cadrage du chemin d'impact	8
Approche méthodologique	9
3. Tendances et schémas des chemins d'impact	9
L'importance de la réputation de l'organisation	9
Co-conception de la recherche pour répondre aux besoins des principaux décideurs	10
Adopter une position critique pour sensibiliser aux résultats de la recherche	10
Mener des recherches participatives avec des groupes vulnérables pour obtenir des résultats probants	11
Pertinence, actualité et usage de données « suffisamment bonnes »	11
Contextes politiques : ouverture et fermeture de fenêtres d'opportunité	12
Flexibilité du financement du programme CORE pour renforcer les activités habituelles des organisations	12
Projets multipays	12
Crises croisées et durabilité de l'impact	13
4. Chemins d'impact	14
4.1 PEP – Utilisation de données probantes dans les réponses en matière de politique macroéconomique et évolution des pratiques institutionnelles vers l'élaboration de politiques fondées sur la preuve	14
4.2 LIRNEasia – Déploiement opportun et ciblé de données « suffisamment bonnes » pour combler les lacunes en matière de données probantes dans les espaces politiques qui informent les réponses à la pandémie	18
4.3 GRADE – Travailler avec les autorités pour renforcer la réponse et la sensibilisation aux problèmes des groupes vulnérables	22
4.4 RIMISP – Alliances stratégiques pour diagnostiquer les défis, renforcer le dialogue et coordonner les stratégies d'influence	26
4.5 Asuntos del Sur – Établir une feuille de route pour de nouveaux modèles de gouvernance démocratique et collaborative en Amérique latine	30
4.6 ARI – Construire un pôle de connaissances dans des espaces politiques fermés pour rassembler et coordonner une communauté de pratiques afin de promouvoir des systèmes de protection sociale plus universels dans la région arabe	34
4.7 SDPI – Obtenir un consensus entre des parties prenantes politiquement polarisées et influencer les politiques	37
4.8 ICRW – Amplifier les voix sous-représentées pour partager les expériences et défendre les droits des travailleurs informels dans le discours politique	40
5. Conclusions	44
Bibliographie	45
Produits des projets énumérés dans le rapport	46

Liste des acronymes et abréviations

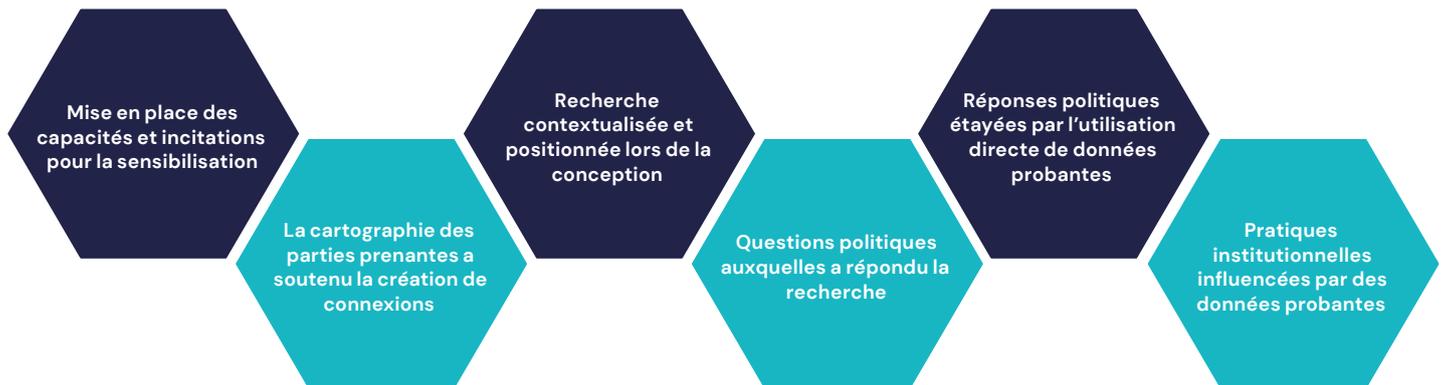
AC	application des connaissances
ARI	Initiative de réforme arabe
CIPPEC	Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento (Centre de mise en œuvre des politiques publiques pour l'équité et la croissance)
CORE	Covid-19 Responses for Equity
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
FCDO	Foreign, Commonwealth & Development Office
GRADE	Grupo de Análisis para el Desarrollo (Groupe d'analyse pour le développement)
ICRW	Centre international de recherche sur les femmes (International Center for Research on Women)
IDS	Institute of Development Studies
ITT	Initiative Think tank
LGBTQI+	personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes+
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MIDIS	Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social (Ministère du Développement et de l'Inclusion sociale)
MML	Municipalidad metropolitana de Lima
MNFSR	Ministère de la Sécurité alimentaire nationale et de la Recherche
NASVI	National Association of Street Vendors of India (Association nationale des vendeurs de rue de l'Inde)
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	organisation de la société civile
PEP	Partnership for Economic Policy (Partenariat pour les politiques économiques)
RCN	Région de la capitale nationale (Delhi)
RIMISP	Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rura (Centre latino-américain pour le développement rural)
SDPI	Institut sur les politiques de développement durable (Sustainable Development Policy Institute)
TIC	technologies de l'information et de la communication

1. Introduction aux chemins d'impact

Ce rapport présente une vue d'ensemble des chemins d'impact suivants :

1 [Partnership for Economic Policy \(PEP\) – Simulations and Field Experiments of Policy Responses and Interventions to Promote Inclusive Adaptation to and Recovery from the Covid-19 Crisis](#) [[Simulations et expériences sur le terrain des réponses et interventions politiques visant à promouvoir l'adaptation inclusive et la reprise après la crise de la Covid-19](#)]

Utilisation de données probantes dans les réponses en matière de politique macroéconomique et évolution des pratiques institutionnelles vers l'élaboration de politiques fondées sur la preuve au Nigéria, au Pakistan et au Zimbabwe.



Le chemin d'impact du PEP s'est traduit à la fois par l'utilisation directe de données probantes par divers services gouvernementaux et par des changements dans les pratiques institutionnelles en matière d'élaboration de politiques fondées sur la preuve. Dans ce parcours, la recherche macroéconomique sur l'impact de la pandémie (p. ex. la modélisation) n'a été menée qu'après une série d'activités initiales visant à déterminer les informations requises par les principaux décideurs et les espaces politiques et fiscaux propices à un changement de politique.

2 [LIRNEasia – A New Digital Deal for an Inclusive Post-Covid-19 Social Compact: Developing Digital Strategies for Social and Economic Reconstruction](#) [[Une nouvelle donne numérique pour un pacte social inclusif post-Covid-19 : élaborer des stratégies numériques pour la reconstruction sociale et économique](#)]

Déploiement opportun et ciblé de données « suffisamment bonnes » pour combler les lacunes en matière de données probantes dans les espaces politiques qui informent les réponses à la pandémie.



Le chemin d'impact de LIRNEasia a identifié un certain nombre d'étapes causales clés, notamment la production et la communication stratégique de données opportunes et pertinentes, l'identification de nouveaux espaces politiques et de nouveaux publics pour les résultats inattendus ou émergents, et l'établissement de nouveaux partenariats avec des organisations de plaidoyer pour accéder à ces espaces et à ces publics.

3 Grupo de Análisis para el Desarrollo (GRADE) – [Building Back Better: Using a Disruptive Crisis to Achieve Sustainable and Gender-Inclusive Improvements in Food Security, Labour Markets and Social Protection in Latin America](#) [[Reconstruire en mieux : utiliser une crise perturbatrice pour parvenir à des améliorations durables en tenant compte du genre dans la sécurité alimentaire, les marchés du travail et la protection sociale en Amérique latine](#)]

Travailler avec les autorités pour renforcer la réponse et la sensibilisation aux problèmes des groupes vulnérables.



Le chemin d'impact du GRADE a répondu à l'acceptation au sein des agences gouvernementales de l'intégration de données probantes dans la prise de décision pour la conception de programmes destinés aux groupes vulnérables afin d'atténuer les effets de la pandémie sur la sécurité alimentaire et l'emploi. Il a montré comment la recherche pouvait accroître la visibilité des groupes vulnérables et soutenir les réponses communautaires pour accéder à un soutien supplémentaire susceptible de contribuer à la sécurité alimentaire et à la résilience des communautés vulnérables.

4 Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural (RIMISP) – [Sowing Development: Small-Scale Agriculture and Food Security Resilient to Covid-19](#) [[Semer le développement : l'agriculture à petite échelle et la sécurité alimentaire résiliente à la Covid-19](#)]

Alliances stratégiques pour diagnostiquer les défis, renforcer le dialogue et coordonner les stratégies d'influence.



Le parcours du RIMISP s'est concentré sur la création d'alliances stratégiques à différents niveaux pour positionner, valider et adapter la recherche. Cette approche a permis au RIMISP d'identifier les domaines potentiels d'influence politique sur la base des données probantes produites.

Le parcours a mis l'accent sur la création de groupes de dialogue rural en tant qu'espaces permettant de hiérarchiser les questions clés et de nouer des alliances stratégiques afin d'appuyer le travail d'influence politique à différents niveaux du gouvernement.

5 Asuntos del Sur – [Colabora.Lat: Towards a New Model of Governance after Covid-19 \[Colabora.Lat : vers un nouveau modèle de gouvernance après la Covid-19\]](#)

Établir une feuille de route pour de nouveaux modèles de gouvernance démocratique et collaborative en Amérique latine.



Le parcours d'Asuntos del Sur a créé des espaces permettant aux groupes marginalisés et vulnérables d'Amérique latine de partager leurs expériences en matière d'action collective et d'établir une base de données probantes sur les avantages de la gouvernance collaborative pour appuyer la réponse à la pandémie. Le projet a soutenu la collaboration entre les pays pour développer une série de trois scénarios futurs qui informeraient les recommandations politiques en matière de participation des jeunes, de collaboration régionale et de distribution des vaccins sur le continent.

6 Initiative de réforme arabe (ARI) – [Promoting Resilience in Covid-19 in MENA: Building Inclusive and Effective Social Protection and Safety Nets \[Promouvoir la résilience à la Covid-19 dans la région MENA : mise en place d'une protection sociale et de filets de sécurité inclusifs et efficaces\]](#)

Construire un pôle de connaissances dans des espaces politiques fermés pour rassembler et coordonner une communauté de pratiques afin de promouvoir des systèmes de protection sociale plus universels dans la région arabe.



Le parcours de l'ARI a privilégié des activités qui ont favorisé le travail en réseau et une réponse coordonnée pour atteindre l'impact souhaité de la recherche. L'organisation a réuni un réseau de chercheurs universitaires, de groupes de réflexion, d'activistes, de praticiens et d'acteurs gouvernementaux travaillant sur les questions de protection sociale dans plusieurs pays arabes afin de produire une déclaration commune sur ce thème. Ce faisant, l'ARI a placé les questions d'inclusion et de droits socioéconomiques au cœur du débat sur la réponse à la pandémie et a mis en évidence des implications plus larges pour les systèmes de protection sociale.

7 Institut sur les politiques de développement durable (SDPI) – [Supporting Small and Medium Enterprises, Food Security, and Evolving Social Protection Mechanisms to Deal with Covid-19 in Pakistan](#) [[Soutenir les petites et moyennes entreprises, la sécurité alimentaire et l'évolution des mécanismes de protection sociale pour faire face à la Covid-19 au Pakistan](#)]

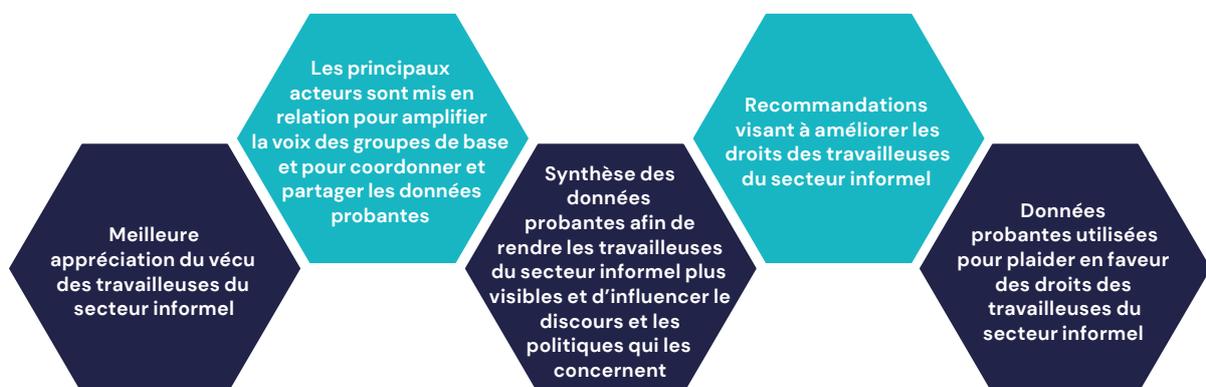
Obtenir un consensus entre des parties prenantes politiquement polarisées et influencer les politiques.



Le parcours du SDPI montre comment la recherche d'un consensus entre des parties prenantes politiquement polarisées et l'influence exercée sur les politiques ont eu un impact sur la recherche. Le SDPI a créé un mécanisme de coordination nationale au niveau infranational, qui a joué un rôle essentiel dans l'adoption d'un Tableau de bord de la sécurité alimentaire afin d'assurer le suivi de l'offre et de la demande de produits alimentaires essentiels.

8 Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) – [REBUILD: Covid-19 and Women in the Informal Economy in Kenya, Uganda and India](#) [[REBUILD : la Covid-19 et les femmes dans l'économie informelle au Kenya, en Ouganda et en Inde](#)]

Amplifier les voix sous-représentées pour partager les expériences et défendre les droits des travailleurs informels dans le discours politique.



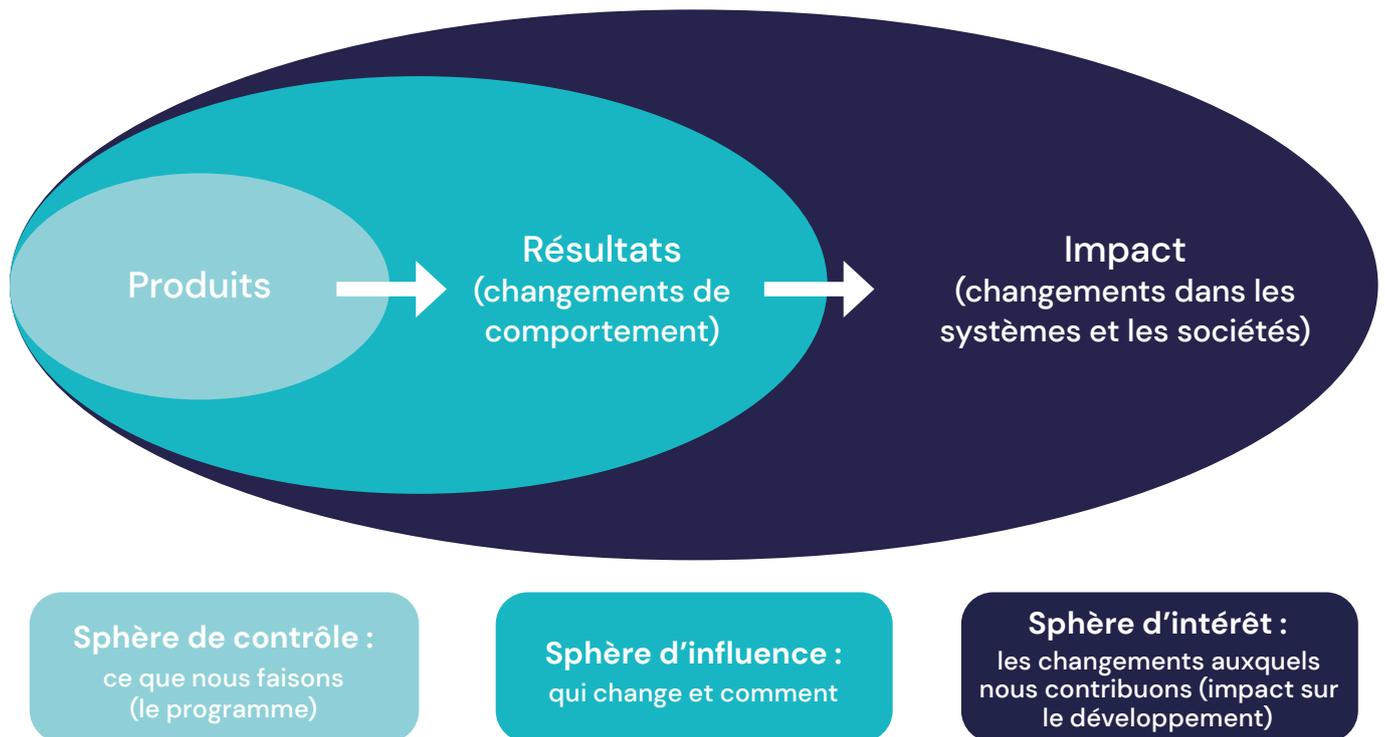
Le parcours de l'ICRW a permis aux travailleuses informelles vulnérables de raconter leur vécu concernant les effets de la pandémie sur leur vie et leurs moyens de subsistance. Les enseignements tirés de ces récits ont été intégrés dans les espaces de planification de politiques et de programmes au sein d'un large éventail d'institutions, notamment des organisations non gouvernementales (ONG), des agences gouvernementales et des syndicats. Le parcours d'impact a impliqué de créer des réseaux avec des organisations locales, de travailler avec elles pour mieux comprendre le vécu des vendeurs de rue et des travailleurs domestiques, puis de traduire ces expériences en recommandations politiques.

2. Contexte

Cadrage du chemin d'impact

Les chemins d'impact décrivent les liens de causalité dans le processus que suit un projet de développement pour passer des activités aux produits, puis aux résultats et à l'impact. Ils décrivent souvent la manière dont un projet entend influencer la réflexion et le comportement des différentes parties prenantes afin d'obtenir les résultats et les effets du projet. La figure 2.1 fournit une représentation visuelle de la manière dont le changement se produit en termes de sphères de contrôle, d'influence et d'intérêt, depuis les produits et les activités du projet jusqu'à l'impact sociétal plus large d'un changement politique durable, en passant par le changement de comportement ou d'attitude d'individus ou d'institutions clés.

Figure 2.1 : Sphères de contrôle, d'influence et d'intérêt



Source : Clark et Apgar (2019) ([CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)). Traduit de l'anglais pour cette publication.

Les expressions « chemin d'impact » et « théorie du changement » sont souvent utilisées de manière interchangeable ; pour certains, un chemin d'impact et une théorie du changement sont une seule et même chose, alors que pour d'autres, une théorie du changement peut contenir plusieurs chemins d'impact « imbriqués » (Clark et Apgar 2019). Cette dernière définition correspond à l'interprétation utilisée dans le présent rapport. Un projet bien conçu aura probablement plusieurs chemins d'impact (Mayne 2018) qui ne sont pas nécessairement séquentiels, mais peuvent se dérouler simultanément ou encore se chevaucher.

Les résultats du projet sont susceptibles de découler de changements dans les comportements ou les attitudes des principales parties prenantes, dans l'espoir que ceux-ci interagissent positivement et se renforcent mutuellement pour finalement créer les conditions préalables à des changements systémiques ou sociétaux plus larges. Dans la pratique, la distinction entre les résultats et les impacts est contestée et floue, car il est admis que l'impact durable dépasse souvent la portée d'un projet de recherche de trois ans.

Il peut être plus parlant de réfléchir à différents types de changement ; par exemple, le renforcement des capacités ou des réseaux et des relations entre les principaux groupes de parties prenantes ; l'éclairage de la notion conceptuelle d'une question par le biais de nouveaux débats et discours ; et les changements plus instrumentaux de l'évolution des politiques et des pratiques (Georgalakis et Rose 2019 ; Clark *et al.* 2021), qui s'appuient sur une littérature réfléchie qui traite de la relation entre la recherche et la politique (Oliver, Lorenc et Innvær 2014 ; Weiss 1979).

L'analyse du chemin d'impact présentée dans ce rapport se concentre sur la manière dont les activités de recherche et d'engagement dans la sphère de contrôle ont contribué à une série de résultats dans la sphère d'influence, mais ne tente pas d'évaluer l'impact durable de ces résultats dans la sphère d'intérêt plus large.

Approche méthodologique

Ce rapport est le résultat d'un voyage d'apprentissage¹ réalisé par l'équipe d'application des connaissances (AC) de CORE pour fournir un accompagnement non contraignant aux partenaires du programme CORE afin de reconstruire leurs chemins d'impact, en réfléchissant aux différents types de résultats obtenus et aux liens de causalité qui les unissent. Ce processus s'est appuyé sur un **examen rapide** réalisé par l'IDS (Taylor et al.

2022), qui a appliqué les principes de collecte des résultats pour explorer les résultats de haut niveau dans trois portefeuilles de recherche différents ayant émergé en réponse à la Covid-19 : le programme CORE du CRDI ; le collectif Covid du Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) ; et les initiatives du UK Collaborative on Development Research Covid Circle.

Cet examen rapide de la documentation et des rapports techniques visait à couvrir un large éventail de projets et programmes afin de donner un aperçu de la diversité des résultats et des chemins d'impact qui ont émergé dans les trois portefeuilles de recherche inclus dans l'étude. Les résultats ont ensuite été classés à l'aide du modèle de la roue d'impact (Georgalakis et Rose 2019) afin d'analyser les différents types de résultats identifiés dans les grandes catégories d'impact : capacité, réseau, conceptuel et instrumental.

Le parcours d'apprentissage de CORE s'est servi de cette analyse comme point de départ pour identifier un échantillon de projets CORE présentant des résultats intéressants et susceptibles de faire l'objet d'une analyse plus approfondie. L'équipe d'AC a réexaminé les propositions de projet, les produits et les rapports techniques afin d'identifier les activités et les résultats décrits et de reconstruire un chemin d'impact préliminaire. Elle s'en est servie pour amorcer des conversations avec les équipes des projets CORE en vue de recueillir un retour et d'autres contributions pour valider les chemins d'impact et s'assurer qu'ils faisaient écho aux impressions des équipes de projet et qu'ils offraient une représentation fidèle de ce qui s'était passé dans la réalité. Une fois validés, les chemins d'impact ont été utilisés pour promouvoir l'échange de connaissances entre les projets lors d'une séance de partage d'expériences à la réunion mondiale de CORE au Sénégal en janvier 2023, afin de faciliter l'apprentissage interprojets sur la façon dont les différents chemins d'impact ou stratégies peuvent apporter un changement.

3. Tendances et schémas des chemins d'impact

Cette section présente les principales tendances et les enseignements tirés des chemins d'impact afin de partager ces diverses expériences sur la manière dont les investissements du CRDI dans la recherche ont apporté des changements dans un large éventail de contextes sociaux et politiques, avec pour toile de fond commune la pandémie de Covid-19. Nombre des approches et des stratégies utilisées seront pertinentes et trouveront un écho dans les réponses des bailleurs de fonds des recherches lors des crises futures. Ces éclairages visent à procurer une ressource utile aux groupes de réflexion et aux institutions de recherche du Sud pour développer et fournir des chemins d'impact qui engagent à la fois la société civile et les décideurs en vue d'influencer des politiques et des pratiques qui sont inclusives vis-à-vis des populations vulnérables et qui répondent aux besoins et aux défis rencontrés pendant des crises qui s'entrecroisent.

L'importance de la réputation de l'organisation

De nombreux bénéficiaires de subventions de CORE sont des groupes de réflexion et des instituts de recherche bien établis, dotés de marques, d'une réputation, de portefeuilles de recherche et de réseaux existants. Cette « réactivité institutionnelle » a souvent été la clé des chemins d'impact qui sont apparus, en conjuguant des niveaux élevés d'expertise et d'expérience en matière de recherche avec une crédibilité établie auprès des gouvernements. Certains partenaires ont indiqué que l'Initiative Think tank (ITT²) avait été déterminante pour améliorer leur profil et les positionner comme des sources d'information crédibles auprès des principaux décideurs. De nombreux partenaires de CORE ont pu tirer parti de leur réputation pour accéder aux espaces politiques et coordonner des recherches qui ont permis d'informer et d'évaluer les réponses à la Covid-19 à tous les échelons du gouvernement, du niveau politique au niveau opérationnel.

¹ Ce travail s'appuie sur une phase précédente du voyage d'apprentissage de CORE, qui a permis d'examiner et de documenter les enseignements tirés du programme CORE en tant que mécanisme de réponse rapide à la pandémie de Covid-19 (Clark, Carpenter et Taylor 2022).

² Voir : [Initiative Think tank](#).

Par exemple, le GRADE a réagi à l'émergence de la pandémie et à l'incertitude qu'elle a engendrée en appliquant son expertise méthodologique en matière de cartographie géographique pour produire des preuves des effets de contagion sur les marchés urbains. Ces preuves ont directement mené à une coordination en vue de soutenir le ministère des Finances du Pérou et la municipalité métropolitaine de Lima (MML) dans le cadre d'un programme du gouvernement central visant à fournir des denrées alimentaires aux zones urbaines marginalisées. Les outils et les relations développés dans les premiers jours de la pandémie ont fourni une base solide pour utiliser le financement du programme CORE afin de renforcer les relations avec la MML, en travaillant avec la municipalité à l'identification et à l'enregistrement des cuisines communautaires à travers la ville de Lima. L'amélioration de la visibilité des cuisines communautaires a facilité l'accès à un soutien financier et technique et a finalement conduit à leur reconnaissance juridique par le ministère du Développement social et de l'Inclusion.

Au Pakistan, le SDPI a connu une expérience analogue dans la mesure où la réputation de l'organisation lui a permis d'accéder aux espaces politiques et a entraîné l'adoption directe des recommandations issues de ses recherches. Sa crédibilité et ses antécédents attestant de performances constantes ont fait du SDPI un candidat de choix pour être consulté par le gouvernement et pour siéger au Conseil consultatif économique du Premier ministre. Le SDPI a pu présenter ses idées de recherche directement aux membres du Cabinet pakistanais. Le soutien de l'ITT de 2008 à 2018 a été décrit comme un catalyseur essentiel pour renforcer les capacités et le calibre dont le SDPI peut aujourd'hui se prévaloir. De même, LIRNEasia a exploité sa crédibilité et sa notoriété pour nouer de nouveaux partenariats, ce qui a permis à l'organisation d'accéder à de nouveaux espaces politiques humanitaires et de protection sociale grâce à de nouveaux résultats de recherche inattendus.

Co-conception de la recherche pour répondre aux besoins des principaux décideurs

D'autres projets CORE ont intégré leur recherche dans des espaces de prise de décision en travaillant en étroite collaboration avec des décideurs politiques pour concevoir conjointement la recherche, établir des canaux de communication efficaces et s'approprier les résultats obtenus. Le PEP a utilisé un exercice de cartographie des parties prenantes pour identifier les responsables politiques, puis il a établi des relations et assuré une coordination étroite avec les décideurs des ministères, des unités et des groupes de travail chargés de la réponse à la Covid-19 afin de formuler des questions de recherche. Cela a permis de veiller à ce que les activités de recherche soient encadrées par les questions que se posaient les groupes de décideurs. Cette approche a également permis de créer une ligne directe de communication avec ces groupes, de sorte que les nouvelles perspectives échangées ont alimenté leurs conversations et leurs décisions.

L'ICRW présente un exemple comparable de la manière dont un groupe consultatif élargi comprenant des représentants des syndicats, des universités et d'autres parties prenantes essentielles a ajouté de la valeur au processus de recherche en élargissant les liens avec les responsables politiques et en fournissant un espace solide pour mettre en avant les données probantes du projet à des fins de plaidoyer et d'influence sur les politiques. De même, l'ARI a créé un comité consultatif de 14 experts qui s'est imposé comme un outil essentiel pour informer les politiques, la législation et les pratiques nouvelles ou améliorées. Le comité comprenait un éventail de parties prenantes (universitaires, groupes de réflexion, ONG, organisations internationales) avec différents domaines d'expertise thématique et géographique, ce qui a permis d'élargir les connaissances et l'expérience.

Adopter une position critique pour sensibiliser aux résultats de la recherche

Contrairement aux chemins d'impact qui n'ont accédé qu'à des espaces politiques fermés et se sont engagés avec des parties prenantes travaillant pour le gouvernement en place, il n'existe que peu d'exemples de parcours qui montrent la valeur d'une critique constructive et publique des réponses étatiques pour soutenir l'impact de la recherche. Au Sri Lanka, les conclusions de LIRNEasia ont été reprises par le chef de l'opposition politique et utilisées pour critiquer le gouvernement. La crédibilité et la solidité des résultats de LIRNEasia, ainsi que les témoignages humains convaincants mis au jour grâce à des méthodes de recherche qualitative, ont exigé une réponse. L'ARI disposait également d'une stratégie médiatique solide, soutenue par une communauté de pratiques soudée autour d'une déclaration commune sur la protection sociale qui critiquait les réponses du gouvernement à la pandémie et les questions plus générales de protection sociale. Dès les premiers jours de la pandémie, les chercheurs du GRADE ont utilisé des données probantes pour démontrer que les mesures de confinement poussaient les travailleurs informels dans l'insécurité alimentaire et pour dénoncer l'absence de systèmes gouvernementaux capables d'identifier et de prendre en charge les populations urbaines vulnérables.

Mener des recherches participatives avec des groupes vulnérables pour obtenir des résultats probants

Beaucoup de chemins d'impact ont montré l'importance que revêt l'utilisation de méthodes de recherche participatives ou qualitatives pour démontrer de manière convaincante l'impact de certaines réponses à la pandémie. Dans le cas de LIRNEasia, les approches participatives ont été conjuguées à une stratégie médiatique qui critiquait de manière constructive la réponse du gouvernement afin de souligner la pertinence des résultats de la recherche pour différents segments de la population. Toutefois, d'autres exemples, tels que le chemin d'impact de l'ICRW, montrent que ce n'était pas la seule voie possible ; des approches participatives ont également été utilisées pour identifier des options politiques possibles. L'ICRW a recueilli les témoignages de vendeurs de rue et de travailleurs domestiques, en les transmettant directement aux organisations et aux institutions chargées de protéger ces groupes, par exemple les pouvoirs publics, les ONG et les syndicats. L'ICRW a amplifié la voix des vendeuses de rue et des employées de maison en utilisant leur vécu et leurs récits personnels pour montrer comment elles faisaient face à la pandémie. Des discussions sur les plans d'action élaborés ultérieurement par les femmes et des réseaux plus larges d'organisations communautaires ont ensuite été organisées avec des décideurs politiques, des ONG et des syndicats afin d'éclairer leurs réponses.

De même, le RIMISP a créé un mécanisme permettant de canaliser les défis et les priorités exprimés par les groupes ruraux auprès des décideurs à différents niveaux. Les résultats ont ensuite été communiqués dans les médias nationaux et lors de tables rondes ministérielles sur l'investissement dans les territoires ruraux, améliorant ainsi la visibilité des ménages dirigés par des femmes dans la réponse à la pandémie et nouant des alliances stratégiques avec des organismes régionaux de planification. Le travail d'influence du RIMISP a consisté à faciliter des dialogues et à mobiliser de nouveaux acteurs dans les espaces politiques qui sont apparus pour répondre à la pandémie. Dans certains cas, les principales parties prenantes du secteur agricole avaient été absentes de ces espaces. L'ARI a également été en mesure de recueillir des perspectives d'ensemble en organisant des dialogues nationaux et régionaux afin de cultiver un « écosystème » de la protection sociale dans la région qui pourrait éventuellement conduire à une conception conjointe de la recherche avec les utilisateurs concernés.

Pertinence, actualité et usage de données « suffisamment bonnes »

L'une des questions clés qui ressortent des chemins d'impact est la façon dont l'incertitude permanente crée des compromis entre la rigueur de la recherche et l'actualité des données probantes. Malgré la diversité des approches définies dans les chemins d'impact et la variété des contextes dans lesquels les partenaires de CORE ont travaillé, l'actualité est restée cruciale pour l'impact de la recherche. Pour LIRNEasia, cela signifiait que des données de recherche préexistantes « suffisamment bonnes » devaient être communiquées à des publics clés le plus rapidement possible. Facilitée par les modalités d'octroi de subvention et la flexibilité des lignes budgétaires du CRDI, cette approche de réponse rapide s'est étendue au travail de communication et de médias de LIRNEasia, ce qui a permis d'investir dans des communications ciblées dès lors que s'ouvraient d'importantes fenêtres politiques.

Les chemins d'impact du PEP et du GRADE montrent comment le manque de données probantes pour éclairer les réponses politiques a donné aux organismes de recherche de nouvelles occasions pour établir et renforcer leurs relations. Les deux organisations y sont parvenues en veillant à ce que la recherche réponde directement aux demandes et aux besoins en données des organismes gouvernementaux. Le travail d'Asuntos del Sur pour développer son Indice de gouvernance collaborative est devenu une source de données clé pour analyser la manière dont les différents modèles de gouvernance collaborative sont liés aux taux de mortalité en Amérique latine.

Les chemins d'impact de l'ICRW et du GRADE ont souligné à quel point il était important de comprendre comment la pandémie affectait les femmes travaillant dans l'économie informelle et d'intégrer cette notion dans les espaces politiques fermés. L'approche d'influence du RIMISP a permis au Centre d'adapter son projet de recherche et de le rendre pertinent pour des questions de gouvernance complexes impliquant de multiples acteurs et de nombreux facteurs mis au jour par la pandémie en Amérique latine.

Contextes politiques : ouverture et fermeture de fenêtres d'opportunité

En s'appuyant sur le besoin de disposer de données « suffisamment bonnes », de nombreux chemins d'impact ont mis en évidence l'importance cruciale que revêt l'alignement des résultats de la recherche sur les contextes politiques locaux et nationaux à mesure que de nouvelles fenêtres et opportunités politiques se présentent. Ainsi, LIRNEasia a pu accéder à un espace politique entièrement nouveau et fournir des données probantes à la Banque mondiale et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur les répercussions des problèmes de ciblage des paiements d'urgence pour les groupes les plus pauvres de la société. Le RIMISP a été bien placé pour influencer le débat sur la réforme constitutionnelle au Chili. Le GRADE a donné de la visibilité aux cuisines communautaires, ce qui a conduit à la reconnaissance juridique de ces groupes et à leur éligibilité pour recevoir une aide financière du gouvernement.

Le SDPI a créé un mécanisme national de coordination au niveau infranational, qui a été crucial pour l'adoption de son Tableau de bord de la sécurité alimentaire. Il a fallu pour cela trouver un consensus entre les parties prenantes et les provinces dans un pays politiquement polarisé où certaines unités fédérales étaient dirigées par des partis politiques d'opposition qui ne s'alignaient pas sur le gouvernement central.

En Inde, l'ICRW a travaillé dans le contexte d'une fenêtre d'opportunité créée par l'inclination favorable du gouvernement indien envers l'appui consultatif de partenaires internationaux pour informer la politique sur l'autonomisation économique des femmes. Malgré cette ouverture d'esprit apparente, il existait encore des sensibilités à gérer pour un projet qui encourageait le travail en réseau et la collaboration entre les organisations de la société civile (OSC) dans un contexte politique réticent à l'égard de la collectivisation. L'ICRW était conscient du fait que le chemin d'impact vers l'influence politique était loin d'être simple et que tout gain réalisé ne serait pas imputable à son influence.

Flexibilité du financement du programme CORE pour renforcer les activités habituelles des organisations

Dans bien des cas, les chemins d'impact montrent comment le financement de l'initiative CORE s'est appuyé sur des domaines de travail existants et les a développés au sein de la cohorte de projets. La flexibilité du financement a souvent été citée comme un facteur clé permettant aux chemins d'impact des projets d'évoluer et de réagir aux contextes changeants au fil des différentes vagues de la pandémie, des chocs climatiques et de la crise financière à la suite de la guerre en Ukraine afin de négocier les effets croisés des crises sociales, économiques, politiques et climatiques sur les populations vulnérables.

Les chemins d'impact du GRADE et du SDPI ont bénéficié de nouveaux points d'entrée pour travailler avec les pouvoirs publics, qui découlaient d'une demande croissante de données probantes, et de leurs propres liens existants avec les communautés. Il existait déjà des échanges entre les organisations locales partenaires de l'ICRW, qui étaient intégrées dans des réseaux plus vastes, ce qui a donné au Centre une longueur d'avance dans l'utilisation du financement du projet CORE pour organiser des réunions de dialogue et jouer le rôle d'un courtier de connaissances qui a chapeauté l'ensemble du projet.

Le mécanisme de financement réactif utilisé par le programme CORE a valorisé les investissements de l'ITT. Par exemple, le SDPI a conservé son équipe technique pour créer et mettre à jour son logiciel de Tableau de bord de la sécurité alimentaire, désormais utilisé par des agences gouvernementales. Grâce à la gestion d'équipes et d'activités en dehors des contraintes de projets spécifiques, le SDPI a pu lancer une dynamique dans un délai très court sans avoir à consacrer du temps à la création de nouvelles équipes. Cette stratégie a permis au SDPI de rester pertinent et de réagir aux nouvelles crises ou aux nouvelles questions dès leur apparition.

Projets multipays

Nombre des investissements du programme CORE concernaient des initiatives de recherche multipays au sein des régions et entre elles. Il a donc fallu mettre l'accent sur l'appui à des modèles de recherche qui favorisaient la flexibilité et permettaient l'échange de connaissances et le soutien entre pairs dans tous les contextes nationaux, tout en maintenant la cohérence et la focalisation sur les objectifs de la recherche. L'approche du RIMISP vis-à-vis des groupes de dialogue rural a permis de donner une orientation cohérente à la recherche multipays, mais la manière dont elle a été appliquée dans les contextes nationaux spécifiques a été extrêmement

variable. Le PEP a également utilisé la même approche en matière de chemin d'impact dans plusieurs pays, sur la base d'une appréciation des besoins des parties prenantes et des espaces politiques et fiscaux pour un changement de politique au niveau national. C'est au Nigéria, au Pakistan et au Zimbabwe que les résultats de la recherche ont été le plus utilisés pour éclairer les réponses politiques macroéconomiques à la pandémie.

Dans tous les cas, l'impact de la recherche dépendait de facteurs échappant au contrôle des équipes de projet, tels que l'existence de fenêtres et d'opportunités politiques pertinentes. Cependant, force est de constater que, dans tous les cas, l'impact de la recherche s'est appuyé sur une solide cartographie des parties prenantes et sur une compréhension contextuelle de la manière, du moment et du lieu où l'influence pouvait être exercée. Pour Asuntos del Sur, l'échange de connaissances entre les équipes nationales a été au cœur de l'évolution du projet de recherche et a conduit les équipes à collaborer à la mise en œuvre d'une planification prospective afin d'élaborer des scénarios politiques. Cette initiative a permis d'identifier de nombreux points de convergence dans la région, malgré les différences entre les contextes sociopolitiques nationaux.

Crises croisées et durabilité de l'impact

La durabilité de l'impact était tributaire de nombreux facteurs, tels que les niveaux de rotation du personnel gouvernemental ou d'autres crises croisées, notamment les vagues de la pandémie de Covid-19, les événements météorologiques extrêmes ou l'instabilité politique. Les inondations au Pakistan ont attiré l'attention des décideurs politiques sur les efforts d'aide et de réhabilitation. Cela a affecté le travail du SDPI avec le ministère de la Sécurité alimentaire, interrompant la continuité du travail sur le Tableau de bord de la sécurité alimentaire, qui nécessitait des données quotidiennes qu'il n'était pas possible d'obtenir dans ce contexte. Cependant, l'investissement antérieur du SDPI dans le développement du tableau de bord et le renforcement des capacités à l'utiliser faisait qu'il serait disponible lorsque l'accent serait transposé du travail de réhabilitation à un retour aux activités habituelles. Le SDPI a prévu qu'un autre cycle d'influence politique par le biais de réunions consultatives, de tables rondes et d'événements de sensibilisation politique serait nécessaire pour faire connaître à la nouvelle équipe gouvernementale ces instruments et outils de suivi de la disponibilité alimentaire.

Alors que le programme CORE arrivait à son terme, le monde avait déjà tourné la page de la Covid-19 et traversé la crise financière mondiale consécutive à la guerre en Ukraine. Dans de nombreux contextes nationaux, d'autres crises sociales, politiques ou climatiques sont apparues. Les projets CORE avaient déjà évolué pour adapter et appliquer les méthodologies et les données probantes générées afin d'explorer des solutions à leurs réalités en constante évolution. Les partenaires du programme CORE sont passés à de nouveaux projets et cycles de financement dans leur travail de lutte contre la vulnérabilité et de réponse aux crises et défis existants et émergents, en s'appuyant sur l'héritage du programme CORE et sur l'importance qu'il accorde au renforcement des capacités de recherche nationales, à l'écoute des communautés et à l'intégration des données probantes dans les discussions politiques. La flexibilité du financement du CRDI, conjuguée à l'accent mis sur le renforcement des groupes de réflexion et des institutions de recherche du Sud, a permis de garantir que les chemins d'impact présentés dans ce rapport continueront d'évoluer.

4. Chemins d'impact

4.1 PEP – Utilisation de données probantes dans les réponses en matière de politique macroéconomique et évolution des pratiques institutionnelles vers l'élaboration de politiques fondées sur la preuve

Projet de recherche : [Simulations and Field Experiments of Policy Responses and Interventions to Promote Inclusive Adaptation to and Recovery from the Covid-19 Crisis \[Simulations et expériences sur le terrain des réponses et interventions politiques visant à promouvoir l'adaptation inclusive et la reprise après la crise de la Covid-19\]](#).

Profil du projet

Le PEP est une organisation mondiale qui encourage des solutions de développement local dans les pays du Sud en soutenant des chercheurs locaux pour combler les lacunes critiques en matière de données probantes, en tissant des liens avec des responsables politiques et en fournissant une plateforme mondiale pour promouvoir les résultats de la recherche. La subvention de recherche du PEP a soutenu des projets en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Le chemin d'impact s'est concentré sur les travaux entrepris au Nigéria, au Pakistan et au Zimbabwe.

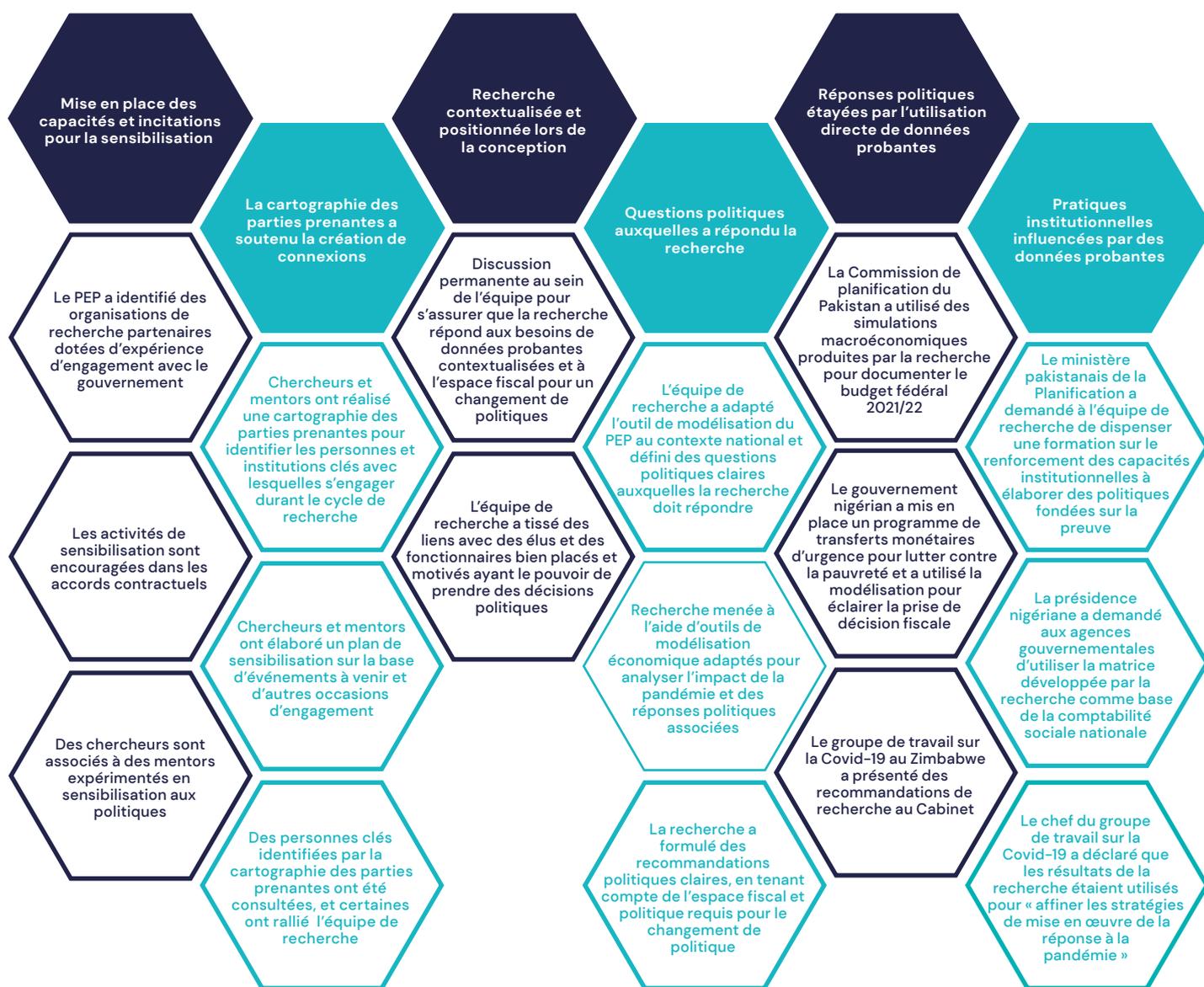
La recherche nationale du PEP visait à informer des politiques d'adaptation et de relance appropriées et inclusives, en dotant les décideurs locaux d'outils et de capacités pour développer des processus et des systèmes capables de soutenir l'élaboration de politiques éclairées par des données probantes. Le PEP a prévu de mener une analyse transnationale de ses résultats afin d'identifier les leçons générales qui pourraient guider les politiques inclusives de riposte et de relance dans d'autres pays. La recherche nationale du PEP s'est servie des modèles d'équilibre général calculable, qui allient la théorie économique à des données économiques réelles pour modéliser l'impact des chocs et des politiques. Les équipes de recherche nationales ont utilisé cet outil de modélisation économique pour explorer l'impact probable des ripostes politiques à la pandémie. Des équipes de recherche dirigées par des chercheurs locaux et des personnes issues d'organismes gouvernementaux clés ont coproduit la recherche par pays.

Chemin d'impact

Le chemin d'impact du PEP a identifié deux impacts principaux : premièrement, l'adoption ou l'utilisation directe de données probantes et deuxièmement, des changements dans les pratiques institutionnelles. Le chemin d'impact du PEP a révélé que la recherche concrète (p. ex. l'outil de modélisation de la simulation économique) n'a été menée qu'après l'aboutissement d'un certain nombre d'activités initiales. Ces activités se sont attachées à comprendre qui étaient les principaux décideurs, quelles étaient les preuves ou les données dont ils avaient besoin et quels étaient les espaces politiques et fiscaux pour un changement de politique. Ces informations contextuelles ont éclairé la conception de la recherche, en permettant aux équipes de recherche nationales d'identifier des questions politiques précises auxquelles la recherche devait répondre et d'adapter ou de modifier les données introduites dans le modèle de simulation économique.

Le projet a bénéficié de la participation de mentors en sensibilisation aux politiques que le PEP a affectés à chaque recherche nationale, et de modalités contractuelles qui ont encouragé un travail en amont sur la cartographie et la consultation des parties prenantes. Dans les projets les plus réussis (Nigéria, Pakistan et Zimbabwe), les programmes et les questions de la recherche ont été informés par des parties prenantes des agences gouvernementales et de la société civile au sens large. En utilisant la méthode de la « boule de neige » pour leurs entretiens afin d'élargir la consultation, les équipes de recherche nationales ont renforcé leurs réseaux et leurs capacités d'influence.

Chemin d'impact 1 : Utilisation de données probantes dans les réponses en matière de politique macroéconomique et évolution des pratiques institutionnelles vers l'élaboration de politiques fondées sur la preuve au Nigéria, au Pakistan et au Zimbabwe



Source : les auteurs eux-mêmes.

Activités – Sphère de contrôle

Les projets nationaux du PEP couronnés de succès ont adapté les outils de modélisation du PEP aux contextes et aux réalités en matière de genre dans leurs pays. Au Pakistan, l'équipe de recherche a mis davantage l'accent sur le marché du travail et le secteur agricole afin de mieux saisir l'impact disproportionné de la réponse à la pandémie sur les femmes. L'équipe a inclus un scénario supplémentaire portant sur la politique de subvention du capital pour les secteurs agricoles, en mettant l'accent sur le sous-secteur des petites exploitations agricoles, qui est dominé par les femmes. Cela a permis de veiller à ce que les simulations économiques produisent des recommandations politiques qui soutenaient l'inclusion.

De même, au Zimbabwe, un consultant en matière de genre a révisé l'outil du PEP pour s'assurer que les simulations reflétaient les disparités entre les sexes dans le pays. Ces adaptations d'un outil de modélisation économique générique aux réalités spécifiques d'un pays ont été réalisées parallèlement à des exercices de cartographie des parties prenantes et des consultations avec les parties prenantes identifiées, afin de garantir que le modèle produise des informations utiles et pertinentes pour soutenir des réponses politiques inclusives.

Résultats – Sphère d’influence

Les résultats identifiés dans le chemin d’impact montrent les principales étapes causales vers l’impact effectivement atteintes par le projet du PEP. Ces résultats sont analogues dans chacun des projets nationaux réussis qui ont été examinés.

Au Nigéria, un membre de l’équipe de recherche a siégé au Comité de viabilité économique créé par le président. Cela signifie que les questions politiques soulevées lors de ces réunions pouvaient alimenter directement le programme de recherche et, inversement, que les résultats de la recherche pouvaient être injectés directement dans les débats politiques au sein du gouvernement (ou au cœur de la riposte gouvernementale). En août 2022, l’équipe de recherche s’est servie de ses relations pour mettre sur pied une conférence nationale sur les politiques afin de faire connaître ses conclusions, dont l’organisation a été assurée par le bureau du conseiller économique en chef du président.

Les liens tissés avec les différents organismes gouvernementaux responsables de la gestion de la pandémie ont permis de modifier les pratiques institutionnelles en matière d’élaboration de politiques étayées par des données probantes. En guise d’exemple clé, on peut citer le fait que la présidence a demandé aux agences gouvernementales d’utiliser la matrice de comptabilité sociale du PEP comme outil de base pour la comptabilité sociale nationale. Le conseiller économique en chef du président a demandé que l’outil de modélisation économique du PEP – le modèle d’équilibre général calculable – soit utilisé pour traiter d’autres priorités politiques nationales au-delà de la réponse à la pandémie.

L’examen des résultats de la recherche par le Comité de viabilité économique a contribué à la décision du gouvernement nigérian de distribuer des fonds d’urgence par le biais d’un projet de transfert d’espèces visant à apporter une réponse rapide afin de réduire la pauvreté. La recherche a également contribué à des changements politiques qui ont répondu non seulement à la pandémie, mais aussi à la crise économique qui a suivi. Le gouvernement a réduit sa dépendance envers les exportations de pétrole pour financer le budget national et a affecté des fonds à l’achat de vaccins.

Au Pakistan, les chercheurs ont tissé des liens avec la Commission chargée de la planification du gouvernement pakistanais, le Bureau fédéral des recettes, le Bureau des statistiques et le ministère de la Planification, du Développement et des Initiatives spéciales, avec lesquels ils se sont réunis régulièrement tout au long du cycle de recherche. Un représentant du ministère a rejoint l’équipe de recherche et a joué un rôle pivot pour que le projet éclaire les politiques en temps voulu.

Les responsables de la Commission chargée de la planification ont demandé à l’équipe de recherche davantage de données désagrégées sur les effets de la consommation afin d’étayer leur évaluation de la réponse fiscale du gouvernement face à la pandémie. Le ministère de la Planification, du Développement et des Initiatives spéciales a commandité une formation à l’équipe de recherche afin de renforcer les capacités institutionnelles relatives à la conception et l’évaluation de politiques fondées sur la preuve. Le Bureau des statistiques a annoncé qu’il améliorerait son approche en matière de collecte de données sur le genre.

À un stade ultérieur du cycle de recherche, l’équipe de recherche a été invitée à discuter de ses conclusions avec le Cabinet du Premier ministre et a collaboré avec le ministère du Commerce. La Commission chargée de la planification a utilisé des simulations économiques afin de documenter le budget fédéral pour 2021/22.

La recherche a contribué à des ajustements de politiques qui ont appuyé des réponses plus inclusives, en conduisant notamment le Bureau fédéral des recettes à opérer une refonte des impôts indirects et à mettre en place un programme de subventions ciblées pour l’agriculture et une carte d’assistance aux agriculteurs. Les taxes commerciales et les droits de douane à l’importation ont été rationalisés et le régime tarifaire sur les intrants agricoles et les biens intermédiaires ont encore été réduits pour renforcer la compétitivité industrielle. Le Bureau fédéral des recettes a également rationalisé la taxe générale sur les ventes applicable à la fabrication à grande échelle afin de donner la priorité à l’agriculture et aux produits alimentaires.

Au Zimbabwe, l’équipe de recherche a collaboré avec le ministère des Finances et du Développement économique. Elle a également rencontré le ministre qui avait été nommé président du Groupe national d’action sur la Covid-19, ainsi que le directeur du développement économique au sein du bureau du président et du Cabinet. La recherche a montré que la réponse politique du gouvernement était efficace pour augmenter la production et l’investissement et pour garantir l’égalité entre les sexes. Les conclusions ont été communiquées au Cabinet par l’intermédiaire du Groupe d’action sur la Covid-19 et l’équipe de recherche a organisé une conférence nationale sur la politique à l’intention des représentants des principales institutions gouvernementales. Le chef du Groupe d’action a déclaré publiquement qu’il utiliserait les résultats pour affiner les stratégies de mise en œuvre de la réponse à la pandémie.

Les liens étroits établis avec les principaux ministères, les unités et les groupes d'action responsables de la gestion de la Covid-19 ont été décisifs pour la réussite des projets de recherche nationaux du PEP. Le manque de données disponibles pour orienter les réponses stratégiques a offert aux organismes de recherche une nouvelle opportunité pour influencer les politiques, leur permettant souvent de répondre à des demandes directes de données de la part d'organismes gouvernementaux.

Réflexions finales

Les changements apportés aux pratiques institutionnelles dans l'utilisation des données probantes pour étayer la formulation et l'évaluation des politiques, ainsi que le renforcement des capacités à élaborer des politiques fondées sur la preuve sont conçus pour soutenir la durabilité de l'impact de la recherche. Les demandes de formation et les besoins formulés par diverses agences gouvernementales pour l'utilisation à plus long terme des outils et des approches du PEP, ainsi que les relations nouées avec des organismes gouvernementaux et des ministères clés, devraient permettre de pérenniser l'impact de la recherche. La durabilité de l'impact dépend de nombreux facteurs qui échappent au contrôle de l'équipe de recherche, tels que les niveaux de rotation du personnel gouvernemental et le degré de stabilité politique.

Le PEP a constaté que les projets nationaux les plus réussis étaient ceux qui assuraient la participation des principales parties prenantes à la conception de la recherche et à l'élaboration des programmes. Cependant, du fait que le temps pressait pour commencer le travail, les équipes de recherche avaient parfois déjà défini les programmes avant même de consulter les parties prenantes. Le niveau et la qualité de la participation des parties prenantes ont été déterminants pour l'impact de la recherche. L'engagement auprès d'un large groupe de parties prenantes a également augmenté l'influence des chercheurs.

Reste à savoir dans quelle mesure la teneur des résultats de la recherche a influencé la manière dont ils ont été pris en compte par les décideurs gouvernementaux. Dans le cas du Zimbabwe, la recherche n'a pas critiqué la réponse du gouvernement à la pandémie ; elle l'a jugée adaptée à son objectif et n'a préconisé que des modifications mineures. Au Pakistan, du fait des relations étroites entre les équipes de recherche et les partenaires gouvernementaux, les résultats étaient déjà étroitement liés aux programmes publics. L'examen du chemin d'impact permet difficilement de savoir si des solutions et des recommandations plus radicales, le cas échéant, auraient été prises en compte de la même manière.

Après réflexion, le PEP a conclu que l'adhésion du gouvernement apportait une énorme valeur ajoutée et soulignait clairement le besoin de données probantes et l'importance d'une recherche rigoureuse pour fournir des données objectives sur les programmes et les politiques étudiés. Toutefois, il est possible que les chemins d'impact de la recherche qui tissent des relations étroites avec les responsables politiques gouvernementaux se retrouvent cooptés dans les programmes publics.

Cette réflexion renvoie à des questions plus larges sur la manière dont les connaissances sont générées, légitimées et mises à profit, au sein ou en dehors du système politique et économique existant. Au Nigéria et au Pakistan, des personnes influentes au sein de divers agences et organes gouvernementaux ont encouragé l'utilisation des modèles du PEP par le biais de déclarations publiques et de formations. Cependant, il n'existe à ce jour aucune information permettant de déterminer dans quelle mesure cela a favorisé l'utilisation actuelle des modèles du PEP.

DÉTAILS DU PROJET

Calendrier

Août 2020–septembre 2023

Budget

1 202 800 \$ CA

Cible géographique

Projet mondial qui s'appuie sur des simulations de modèles économiques en Argentine, en Équateur, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Nigéria, au Pakistan, au Viêt Nam et au Zimbabwe

Autres produits du programme CORE liés à ce projet

Ahmed, S. ; Ahmed, V. ; Alain, M. and Gatellier, K. (2022) *Improving the Fiscal Policy Response to Covid-19 in Pakistan* [Améliorer la politique fiscale en réponse à la Covid-19 au Pakistan], Covid-19 Responses for Equity (CORE) Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.003](https://doi.org/10.19088/CORE.2022.003)

Mabugu, R.E. ; Maisonnave, H. ; Henseler, M. ; Chitiga-Mabugu, M. and Makochehanwa, A. (2023) *'Co-Modelling for Relief and Recovery from the Covid-19 Crisis in Zimbabwe'* [Comodélisation pour l'aide d'urgence et la relance après la crise de la Covid-19 au Zimbabwe], *IDS Bulletin* 54.2 : 41-58, DOI : [10.19088/1968-2023.131](https://doi.org/10.19088/1968-2023.131)

4.2 LIRNEasia – Déploiement opportun et ciblé de données « suffisamment bonnes » pour combler les lacunes en matière de données probantes dans les espaces politiques qui informent les réponses à la pandémie

Projet de recherche : [A New Digital Deal for an Inclusive Post-Covid-19 Social Compact: Developing Digital Strategies for Social and Economic Reconstruction \[Une nouvelle donne numérique pour un pacte social inclusif post-Covid-19 : élaborer des stratégies numériques pour la reconstruction sociale et économique\]](#).

Profil du projet

LIRNEasia a été fondée au Sri Lanka en 2004 et compte actuellement 15 employés dans son bureau de Colombo, une trentaine de chercheurs et consultants internationaux externes, ainsi qu'un réseau étendu dans toute la région Asie-Pacifique. LIRNEasia se définit comme un groupe de réflexion favorable aux pauvres et au marché qui soutient l'innovation décentralisée, notamment par le biais de marchés concurrentiels, afin d'améliorer les conditions de vie des pauvres. L'organisation mène des recherches approfondies et pertinentes pour les politiques relatives au secteur des infrastructures, y compris le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Dans certains cas pertinents, ses travaux s'étendent aux secteurs susceptibles de profiter aux citoyens les plus pauvres de la région.

Le projet de recherche CORE de LIRNEasia faisait partie du consortium piloté par Research ICT Africa, qui visait à étudier les liens entre l'économie informelle et la transformation numérique de la gouvernance, et à éclairer les débats politiques sur le rôle de la numérisation dans la gestion des catastrophes et des pandémies et dans la reconstruction des économies émergentes. Le consortium a entrepris des recherches en Asie du Sud, en Amérique latine et en Afrique, mais ce chemin d'impact se concentre uniquement sur les travaux menés au Sri Lanka.

Au Sri Lanka, LIRNEasia s'est d'abord intéressé à l'impact des confinements imposés par la Covid-19 sur les citoyens vulnérables en étudiant les expériences de prestation de services en ligne concernant l'accès aux biens, à l'éducation, au travail, à l'argent liquide et aux soins de santé. Alors que de nombreux autres pays amorçaient une phase de relance après la crise de la Covid-19, le Sri Lanka s'est enfoncé dans une crise économique provoquée par des décennies de mauvaise gestion des finances publiques.

Alors que le carburant se faisait rare et que les gens étaient une fois de plus confinés chez eux, les recherches de LIRNEasia sur l'éducation et le travail en ligne sont redevenues pertinentes, en se heurtant toutefois à des obstacles supplémentaires tels que le manque d'accès à l'électricité. L'inflation a grimpé en flèche, atteignant un pic de 73 pour cent en novembre 2022, et le besoin de filets de sécurité sociale s'est accru. Une fenêtre politique pour une réforme à grande échelle des systèmes de protection sociale s'est également ouverte, car elle était considérée comme un élément clé du programme de réforme du Sri Lanka avant qu'il ne puisse bénéficier d'un renflouement de la part du Fonds monétaire international. LIRNEasia a donc commencé à entreprendre de nouvelles recherches portant cette fois sur l'amélioration du ciblage et de la prestation de l'aide sociale.

La stratégie de recherche de LIRNEasia comprenait la réalisation d'enquêtes représentatives au niveau national, de discussions en groupes de réflexion et d'entretiens avec des informateurs clés. En outre, l'équipe a utilisé des méthodes moins traditionnelles telles que des outils de journaux personnels électroniques afin d'obtenir des informations qualitatives détaillées de la part des personnes vivant dans les zones confinées ; elle a aussi analysé des ensembles de big data générés par les transactions des fournisseurs d'électricité pour évaluer l'adéquation des critères de sélection des filets de sécurité sociale.

Chemin d'impact

Le chemin d'impact de LIRNEasia identifie les résultats clés qui ont été les étapes causales conduisant au résultat final de la recherche. L'organisation était déjà positionnée comme une « marque » respectée et bien connue des milieux politiques et stratégiques lorsque la pandémie est survenue. Les fonds du projet ont permis d'investir de façon continue dans des activités institutionnelles d'amélioration de la visibilité, de renforcer les capacités de communication des chercheurs et de financer des communications ciblées sur la recherche. Cela a permis de soutenir la production et la communication stratégique de données opportunes et pertinentes, d'identifier de nouvelles opportunités politiques, de nouveaux espaces et de nouveaux publics à mesure que la recherche s'adaptait à l'évolution du contexte de la pandémie et à la crise économique, et enfin de forger de nouveaux partenariats pour accéder à ces espaces et ces publics.

Chemin d'impact 2 : Déploiement opportun et ciblé de données « suffisamment bonnes » pour combler les lacunes en matière de données probantes dans les espaces politiques qui informent les réponses à la pandémie.



Source : les auteurs eux-mêmes.

Activités - Sphère de contrôle

L'équipe de recherche s'est attachée à fournir le plus rapidement possible des données de recherche « suffisamment bonnes » à des publics clés. Face à la réponse insuffisante du gouvernement à la pandémie et au manque de données disponibles pour soutenir une réponse efficace et inclusive, LIRNEAsia a décidé de réutiliser des données existantes issues d'enquêtes auprès des ménages.. L'organisation a analysé les données de son enquête de 2018 pour extrapoler l'impact probable de la pandémie sur les groupes vulnérables et a communiqué des messages politiques forts fondés sur la preuve par le biais d'articles d'opinion publiés dans des journaux à grand tirage et postés sur les médias sociaux à l'adresse des principaux ministères.

Pour comprendre les expériences vécues pendant les périodes de confinement, LIRNEAsia a entrepris à la mi-2020 une recherche qualitative sur des journaux personnels électroniques concernant les conditions de vie d'hommes et de femmes de différentes classes socioéconomiques vivant dans un district de la province de l'Ouest où des confinements stricts avaient été imposés. LIRNEAsia a effectué un suivi régulier des données téléchargées sur un disque informatique partagé et a appelé les personnes interrogées par WhatsApp afin de trianguler les données, d'identifier les déficits de connaissances et d'adapter les questions pour pouvoir recueillir les informations manquantes. L'organisation a poursuivi cette démarche en 2021 avec une enquête

représentative au niveau national auprès de 2 500 ménages et couvrant 25 districts, en réponse au contexte nouveau et évolutif, et en examinant le rôle des outils et canaux numériques dans la prestation de services au Sri Lanka, y compris dans les domaines de l'éducation et du travail.

La recherche qualitative a permis de recueillir des témoignages poignants sur l'impact de la pandémie sur les personnes vulnérables, tandis que l'enquête quantitative a fourni des preuves solides des souffrances endurées et de l'échec du gouvernement qu'il était difficile d'ignorer. Par exemple, l'enquête a révélé que 55 pour cent des personnes les plus pauvres n'avaient pas reçu d'aide sociale. Les recherches de LIRNEasia ont également montré avec force détails comment l'offre d'éducation en ligne était inadéquate et dépendait dans une large mesure des compétences des parents ou des aidants, de l'accès des ménages à la technologie et de la qualité de la fréquentation scolaire. Pendant les périodes de confinement, l'accès à de nombreux services a dû se produire en ligne. La recherche a également identifié d'autres défis auxquels étaient confrontés les citoyens (p. ex., l'accès à l'argent liquide depuis les comptes bancaires en cas d'urgence et les commandes de nourriture en ligne).

LIRNEasia a constaté qu'une fenêtre politique s'était ouverte pour contribuer à la réforme des filets de sécurité sociale et a entrepris de nouvelles recherches pour combler les lacunes en matière de connaissances. L'organisation a donc mené une autre enquête (en s'appuyant sur une enquête nationale représentative auprès de 10 000 sondés dans 25 districts) pour évaluer l'efficacité des politiques actuelles pour l'identification des personnes dans le besoin. Lorsque la possibilité d'utiliser l'électricité comme indicateur de besoin a commencé à être évoquée dans les milieux politiques, LIRNEasia s'est également lancée dans l'analyse des données générées par les transactions d'un fournisseur d'électricité, complétées par les données d'une enquête menée auprès de 2 500 personnes, afin de déterminer la pertinence de l'indicateur. Une recherche qualitative sous forme de discussions en groupes de réflexion et d'entretiens avec des informateurs clés a été menée dans 12 districts avec plus de 100 personnes interrogées afin de comprendre les obstacles au dépôt de dossier et à l'obtention d'une aide sociale.

Résultats – Sphère d'influence

LIRNEasia a utilisé ses données de recherche solides, convaincantes, opportunes et très pertinentes pour influencer les responsables politiques, avec des messages politiques forts et orientés vers le public sur la manière d'améliorer la réponse gouvernementale timide à la pandémie. L'organisation a utilisé sa marque crédible et sa connaissance approfondie des méthodes de travail des acteurs de la recherche pour communiquer efficacement ces messages politiques ciblés.

L'influence de LIRNEasia est démontrée par les différentes réunions et forums auxquels elle a été invitée à participer et par les nouveaux partenariats qu'elle a pu établir. Le président et le directeur général de l'organisation ont assisté à trois consultations du Fonds monétaire international avec des groupes de réflexion sur les priorités de réforme. Le responsable principal de la recherche a été interviewé à la télévision à une heure de grande écoute alors que l'économie du pays s'effondrait.

Des partenariats avec le Sri Lanka Education Forum et l'Advocata Institute ont soutenu l'utilisation de la recherche pour influencer les politiques gouvernementales en matière d'éducation et les débats politiques sur la nécessité d'un système de protection sociale plus efficace et performant. Lors d'un événement de lancement de la recherche, le directeur de l'autorité nationale de régulation des TIC s'est appuyé sur la recherche de LIRNEasia pour dénoncer publiquement les décisions politiques paradoxales et les structures fiscales du Sri Lanka qui entravent les stratégies numériques inclusives.

Par la suite, grâce à l'élargissement de ses partenariats et aux résultats de ses recherches, LIRNEasia a commencé à collaborer davantage avec les Nations Unies (ONU) et les agences de développement, pour adapter finalement les résultats de son enquête de 2021 aux demandes spécifiques de certains spécialistes de la protection sociale et de l'aide humanitaire en espèces.

En accédant et en répondant aux besoins des espaces politiques et des personnes et équipes responsables des décisions et processus stratégiques, LIRNEasia a directement contribué aux décisions opérationnelles des prestataires d'aide sociale et a influencé les politiques publiques en matière d'éducation et de TIC. Conformément aux recommandations des organisations, le gouvernement a proposé de fournir une assistance sociale en passant par les comptes bancaires.

Par la suite, le responsable principal de la recherche chez LIRNEasia a travaillé au sein d'une équipe de la Banque mondiale pour développer la politique nationale de protection sociale du Sri Lanka. L'enquête réalisée auprès de 10 000 personnes et la recherche qualitative menée dans 12 districts ont mis en évidence les points d'étranglement dans les processus de dépôt de dossier et de fourniture de l'aide sociale. De plus, elles ont déterminé si les critères de sélection utilisés par le gouvernement permettaient à l'aide sociale d'atteindre les bénéficiaires prévus.

La recherche visait à améliorer les stratégies de sensibilisation et de communication et à impliquer davantage le gouvernement et les principales parties prenantes. LIRNEasia a ainsi contribué à l'amélioration des filets de sécurité sociale au Sri Lanka. La diffusion de l'éducation par des canaux non numériques pendant la pandémie suggère que les recherches de l'organisation ont influencé l'orientation de la politique en matière d'éducation. Bien que LIRNEasia ne puisse pas prouver que les actions du gouvernement concernant de nouvelles politiques dans le domaine de l'éducation ou de l'assistance sociale soient le résultat de la recherche CORE, les résultats de celle-ci ont eu une influence considérable sur les changements effectués.

Réflexions finales

L'influence croissante de la recherche de LIRNEasia sur le travail des pouvoirs publics et des agences de développement a été démontrée par les demandes de données supplémentaires adressées par ces agences à LIRNEasia afin d'appuyer les améliorations du programme de filet de sécurité sociale. La pérennité de l'impact de la recherche sur les politiques reste à démontrer, notamment parce qu'elle dépend de nombreux facteurs qui échappent au contrôle de LIRNEasia (p. ex. des facteurs politiques et fiscaux). Toutefois, en tant qu'organisation bien positionnée et très en vue, qui a démontré sa capacité à produire rapidement des données utiles, il est fort probable que l'organisation continue d'exercer un impact sur les politiques dans ces domaines.

La mesure dans laquelle le débat public et la discussion sur les recherches de LIRNEasia ont exercé des pressions sur les pouvoirs publics pour qu'ils réagissent aux résultats des recherches n'est pas claire. Toutefois, le fait qu'un chef de file de l'opposition se soit exprimé sur les résultats de la recherche et ait utilisé les données de LIRNEasia pour dénoncer l'échec du gouvernement a constitué un facteur clé pour accroître la légitimité du message dans le contexte politique sri-lankais. L'investissement de LIRNEasia dans des stratégies médiatiques ciblées a été d'une importance vitale ; le même impact n'aurait pas pu être obtenu par des réunions à huis clos, des espaces réservés aux responsables politiques ou des notes d'information, bien que ceux-ci aient également été importants.

La rapidité avec laquelle LIRNEasia a produit des messages politiques crédibles fondés sur des données de recherche « suffisamment bonnes », au lieu d'attendre que la recherche soit finalisée, a également été très importante. La réactivité de LIRNEasia s'est étendue à son travail sur les médias et la communication, la structure de la subvention du CRDI permettant à l'organisation de diffuser des communications ciblées liées à des fenêtres politiques et à des événements clés, et de faire appel à des sociétés de relations publiques pour identifier et contacter des journalistes.

DÉTAILS DU PROJET

Calendrier

Juillet 2020–août 2023

Budget

1 668 100 \$ CA

Cible géographique

Projet mondial avec six pays cibles – Afrique du Sud, Colombie, Inde, Nigéria, Pérou et Sri Lanka

Autres produits du programme CORE liés à ce projet

Galpaya, H. ; Hurulle, G. and Gunawardana, D. (2023) '[Policy Influence in Crisis : Reflections from a Southern Thinktank](#)' [Influence politique par temps de crise : cogitations d'un groupe de réflexion du Sud], IDS Bulletin 54.2 : 75–92, DOI : [10.19088/1968-2023.133](#)

4.3 GRADE – Travailler avec les autorités pour renforcer la réponse et la sensibilisation aux problèmes des groupes vulnérables

Projet de recherche : [Building Back Better: Using a Disruptive Crisis to Achieve Sustainable and Gender-Inclusive Improvements in Food Security, Labour Markets and Social Protection in Latin America](#) [Reconstruire en mieux : utiliser une crise perturbatrice pour parvenir à des améliorations durables en tenant compte du genre dans la sécurité alimentaire, les marchés du travail et la protection sociale en Amérique latine].

Profil du projet

Le GRADE est un centre de recherche privé dont l'objectif est de mener des recherches appliquées afin de stimuler et d'enrichir le débat, la conception et la mise en œuvre de politiques publiques au Pérou et dans toute l'Amérique latine. La subvention de recherche a permis au GRADE de travailler avec différents partenaires de recherche, de la société civile et du gouvernement dans le cadre de deux grands axes de travail : les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire au Pérou, en Équateur et en Bolivie, et le marché du travail et la protection sociale au Pérou, en Argentine, en Équateur et en Colombie, dans les deux cas en mettant l'accent sur le prisme du genre. La subvention a également couvert des travaux avec Southern Voice, un réseau de groupes de réflexion du Sud, afin de promouvoir le leadership du Sud dans les débats politiques mondiaux. Cette section présente un chemin d'impact qui décrit le travail sur la sécurité alimentaire au Pérou et les initiatives visant à soutenir l'insertion sur le marché du travail au Pérou et en Argentine.

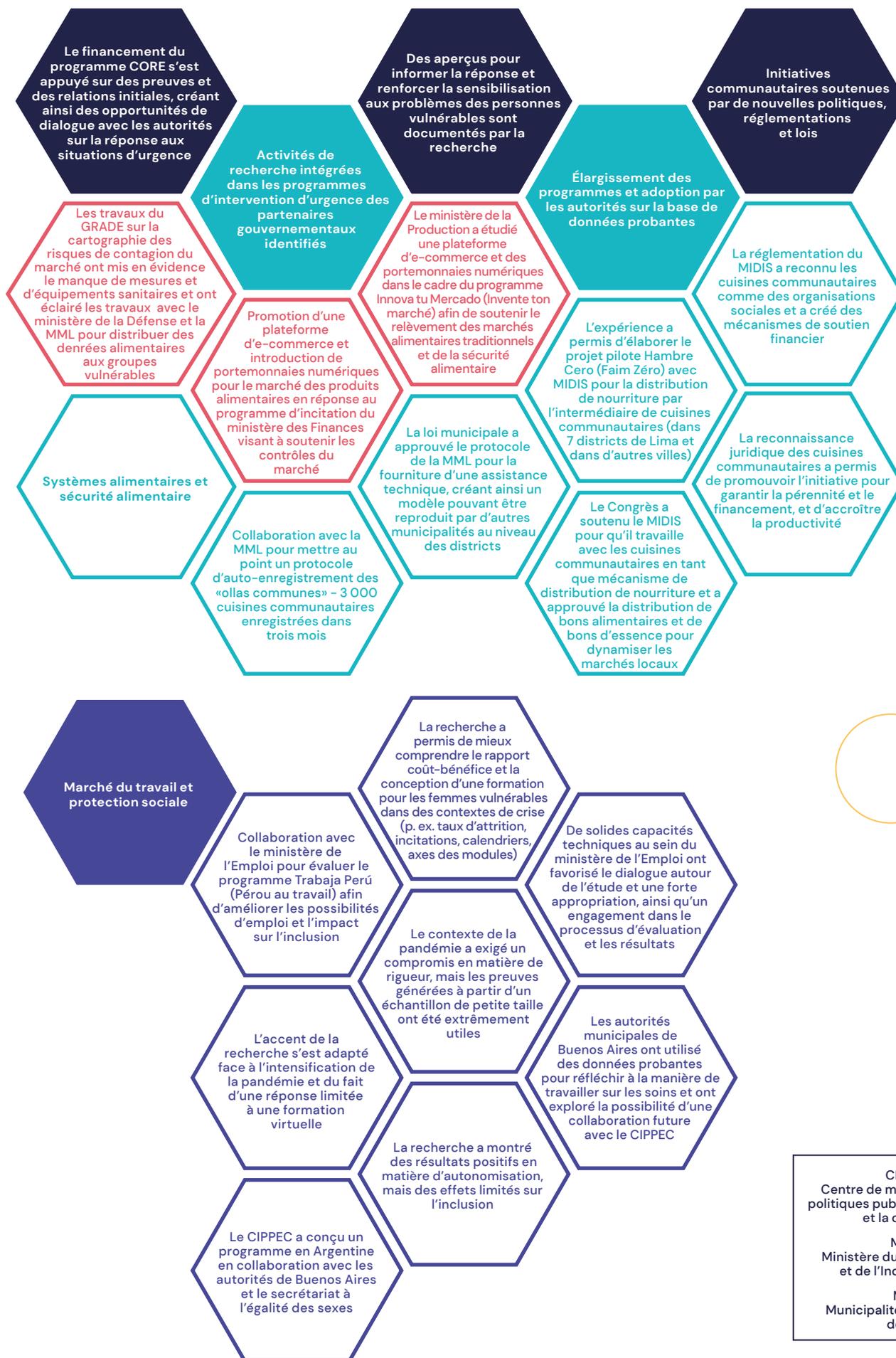
Le volet « systèmes alimentaires » du projet avait deux objectifs principaux : développer des outils pour réduire le risque de propagation de la Covid-19 par les marchés alimentaires locaux et améliorer l'efficacité de leurs processus internes ; et trouver des moyens inédits d'acheminer les denrées alimentaires vers les groupes vulnérables. L'objectif relatif aux marchés du travail visait à générer des données probantes pour accroître l'insertion des femmes sur le marché du travail et améliorer les conditions d'emploi, afin de favoriser l'autonomisation des femmes.

Chemin d'impact

La recherche du GRADE a eu un impact sur la sphère politique en générant des données probantes qui ont étayé une série de réformes juridiques et de politiques générales visant à permettre l'identification, l'enregistrement et le financement de cuisines communautaires (connues en espagnol sous le nom de ollas comunes ou « marmites communautaires ») en tant que mécanisme de soutien à la sécurité alimentaire des personnes vulnérables. La recherche a permis d'accroître la visibilité des cuisines communautaires et de faciliter l'accès aux financements publics et au soutien technique, ce qui a indéniablement contribué à la sécurité alimentaire de centaines de milliers de personnes vulnérables.

La recherche sur les marchés du travail a contribué à mieux comprendre le processus de conception et de prestation d'une formation en ligne pour les femmes vulnérables, leur permettant de développer leurs compétences non techniques et d'accroître leurs possibilités d'emploi. En Argentine et au Pérou, les équipes de recherche ont travaillé en étroite collaboration avec les pouvoirs publics pour concevoir et ajuster des activités d'évaluation qui ont renforcé l'appropriation et, dans le cas des autorités municipales de Buenos Aires, l'utilisation des données probantes pour informer les programmes futurs. Au Pérou, les possibilités d'influencer les politiques et de pérenniser les impacts dans les deux axes de travail ont été limitées par les turbulences politiques et la rapide rotation des administrations, qui n'ont cessé de s'intensifier et qui constituent en elles-mêmes une nouvelle phase de crise.

Chemin d'impact 3 : Travailler avec les autorités pour renforcer la réponse et la sensibilisation aux problèmes des groupes vulnérables



CIPPEC :
Centre de mise en œuvre des politiques publiques pour l'équité et la croissance

MIDIS :
Ministère du Développement et de l'Inclusion sociale

MML :
Municipalité métropolitaine de Lima

Source : les auteurs eux-mêmes.

Activités – Sphère de contrôle

Les principales activités de recherche liées à cette subvention ont été menées avant le financement du CRDI et ont constitué une base importante pour les chemins d'impact empruntés par le GRADE et ses partenaires. Alors que des mesures de confinement étaient imposées dans tout le Pérou, les chercheurs du GRADE ont réagi à l'évolution rapide du contexte en essayant de comprendre comment les mesures de confinement poussaient les travailleurs informels dans l'insécurité alimentaire et ont dénoncé l'absence de systèmes gouvernementaux permettant d'identifier les populations urbaines vulnérables et de subvenir à leurs besoins.

Cette recherche autofinancée a débouché sur une collaboration avec le ministère de la Défense et la municipalité métropolitaine de Lima (MML) pour soutenir leur programme visant à faire du porte-à-porte auprès des personnes vulnérables avec des tests Covid-19 et des denrées alimentaires. En outre, l'expertise du GRADE en matière de géocartographie a fourni un mécanisme permettant de générer des données probantes sur les risques de contagion liés à la surpopulation des marchés, ainsi que sur l'absence de contrôles et de mesures d'assainissement sur les marchés alimentaires, qui constituaient également des menaces pour la sécurité alimentaire. Cela a conduit à une collaboration avec un programme du ministère des Finances visant à encourager les contrôles sur les marchés alimentaires.

Le financement du programme CORE a été essentiel pour continuer à étoffer ces programmes de recherche et consolider les relations avec les autorités gouvernementales.

Un élément central de la recherche financée par le programme CORE était d'accroître la visibilité des cuisines communautaires, qui agissaient comme des mécanismes informels pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les communautés urbaines. En tant qu'entités informelles, il n'existait aucun mécanisme permettant à ces cuisines communautaires de recevoir des fonds du ministère du Développement et de l'Inclusion sociale (MIDIS). S'appuyant sur ses travaux antérieurs avec le gouvernement, le GRADE a fait appel à la MML puis au MIDIS pour élaborer un protocole capable de mettre sur pied l'auto-enregistrement de ces initiatives. Une assistance technique en matière de nutrition, de gestion et de pratiques sanitaires a également été élaborée, développée et fournie dans le cadre du projet.

La mise en œuvre du volet « marché du travail et protection sociale » a nécessité une coordination étroite avec le programme Trabaja Perú (Pérou au travail) du ministère de l'Emploi au Pérou, et avec les autorités municipales de Buenos Aires et leur partenaire, le Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento (CIPPEC ou Centre de mise en œuvre des politiques publiques pour l'équité et la croissance) en Argentine, dans le cadre de programmes visant à accroître l'employabilité et l'autonomisation économique des femmes.

Les modules de formation ont dû être adaptés à la réalité de la pandémie avec des sessions virtuelles (synchrones et asynchrones) sur les compétences numériques et non techniques. Au Pérou, les modules de formation ont été dispensés par l'équipe de formation du ministère. Des incitations financières ont été proposées en guise de récompense pour avoir suivi la formation. Les participants ont été sélectionnés au hasard et répartis en groupes de traitement et en groupes témoins afin de mener une étude d'évaluation d'impact rigoureuse avec des groupes de 200 à 300 femmes, en appliquant une enquête de référence et une enquête de suivi trois mois après l'intervention.

Résultats – Sphère d'influence

Systemes alimentaires et sécurité alimentaire

Le travail sur la sécurité alimentaire au Pérou a généré des données empiriques qui ont directement contribué à l'élaboration de protocoles pour soutenir le fonctionnement et la gestion efficaces des cuisines communautaires. Ces données probantes ont également documenté les cadres réglementaires qui ont soutenu l'enregistrement et la reconnaissance des cuisines communautaires en tant qu'organisations sociales, leur conférant ainsi une légitimité et leur permettant de bénéficier d'une aide financière. Le caractère appliqué et orienté vers l'action de cette recherche a permis de mieux comprendre les effets de la pandémie sur les personnes les plus vulnérables et l'évolution des modes de consommation alimentaire. La stratégie de collaboration avec la MML pour mener à bien cette recherche a été déterminante pour rehausser le profil politique des cuisines communautaires auprès du MIDIS et pour démontrer la viabilité et la validité du modèle au niveau national.

La collaboration avec la MML pour concevoir un protocole de soutien technique en matière de nutrition, de gestion et d'hygiène a constitué une étape clé dans la démonstration de la légitimité des cuisines communautaires. La recherche a également permis de recueillir des données empiriques sur la structure des cuisines communautaires, les contributions de la communauté et les défis à relever, créant ainsi un concept type pour reproduire le modèle

dans le district métropolitain et dans d'autres villes. Ces données probantes ont renforcé la coordination avec le MIDIS pour concevoir une stratégie nouvelle et articulée visant à fournir des denrées alimentaires aux groupes les plus vulnérables de la ville. Un changement de gouvernement a interrompu le développement de la stratégie nationale Hambre Cero (Faim Zéro) qu'il était prévu de déployer à Lima et dans d'autres villes.

Les travaux visant à limiter l'affluence et la contagion sur les marchés alimentaires ont débouché sur un projet pilote de plateforme de commerce électronique et de portemonnaies numériques dans deux municipalités de Lima et avec trois associations de marchés. Le ministère de la Production a exploré le potentiel de ces innovations dans le cadre de son programme Innova tu Mercado (Invente ton marché) pour aider les marchés alimentaires traditionnels à se remettre de la crise et donner aux personnes vulnérables un meilleur accès aux produits frais.

Marchés du travail et protection sociale

La recherche sur les marchés du travail a fourni des preuves empiriques des avantages d'une formation virtuelle pour les femmes vulnérables et a apporté un nouvel éclairage sur les incitations à suivre une formation numérique et sur les raisons des taux d'abandon dans les contextes de crise. Les travaux menés au Pérou et en Argentine ont permis de mieux comprendre les modalités de la formation en ligne pour les personnes vulnérables, ainsi que le taux d'attrition dans l'apprentissage en ligne, l'hétérogénéité des candidats et de leurs besoins ainsi que la nécessité d'avoir des horaires flexibles et des modules pratiques. En Argentine, les relations techniques étroites entre le CIPPEC et les autorités municipales de Buenos Aires ont permis une forte appropriation des résultats de la recherche et ont jeté les bases d'une coordination future.

Réflexions finales

La recherche a eu d'importantes répercussions politiques qui ont augmenté la visibilité des organisations communautaires et leur accès aux financements publics, tout en démontrant leur résilience et leur contribution à la sécurité alimentaire. Au Pérou, cette initiative a probablement contribué à améliorer la sécurité alimentaire de milliers de ménages à Lima, laissant un héritage législatif qui avait le potentiel d'étendre cet impact à l'échelle nationale. Toutefois, ce potentiel a été limité par un contexte de crise politique et de rotation rapide des administrations, qui a paralysé les processus politiques et entraîné le remplacement d'interlocuteurs clés et l'interruption de programmes gouvernementaux.

Dans ce contexte d'incertitude permanente, la recherche menée par le GRADE a fourni une importante base de données probantes pour maintenir la mémoire institutionnelle de ces programmes sociaux, offrant un point d'entrée pour le dialogue avec les nouvelles autorités. Dans le même temps, l'effet conjugué d'une crise politique et de l'inflation mondiale souligne la pertinence constante et le besoin de cuisines communautaires et de mécanismes de soutien au marché du travail.

Cette expérience a montré que la crise crée un besoin d'idées et de solutions nouvelles au sein des agences gouvernementales, en augmentant leur volonté d'agir en conséquence et en créant une fenêtre d'opportunité pour introduire des innovations et influencer les politiques publiques. Toutefois, en Amérique latine, la pandémie s'est souvent accompagnée de troubles politiques et sociaux, qui ont également constitué un obstacle à la collaboration avec les gouvernements en vue de fournir une assistance technique rapide et de poursuivre l'innovation et l'analyse des politiques fondées sur des données probantes.

DÉTAILS DU PROJET

Calendrier

Juillet 2020–janvier 2023

Budget

1 481 700 \$ CA

Cible géographique

Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur et Pérou

Autres produits du programme CORE liés à ce projet

Fort, R. and Alcázar, L. (2023) '[Resilience in the Time of a Pandemic : Developing Public Policies for Ollas Comunes in Peru](#)' ['Résilience par temps de pandémie : élaborer des politiques publiques pour les *Ollas Comunes* au Pérou'], *IDS Bulletin* 54.2 : 165–80, DOI : [10.19088/1968-2023.138](#)

Fort, R. and Gatellier, K. (2022) '[Building Safer and More Sustainable Food Systems in Peru](#)' [Édifier des systèmes alimentaires plus sûrs et plus durables au Pérou], *Covid-19 Responses for Equity (CORE) Stories of Change*, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.005](#)

4.4 RIMISP – Alliances stratégiques pour diagnostiquer les défis, renforcer le dialogue et coordonner les stratégies d'influence

Projet de recherche : [Sowing Development: Small-Scale Agriculture and Food Security Resilient to Covid-19](#)
[\[Semer le développement : l'agriculture à petite échelle et la sécurité alimentaire résiliente à la Covid-19\]](#).

Profil du projet

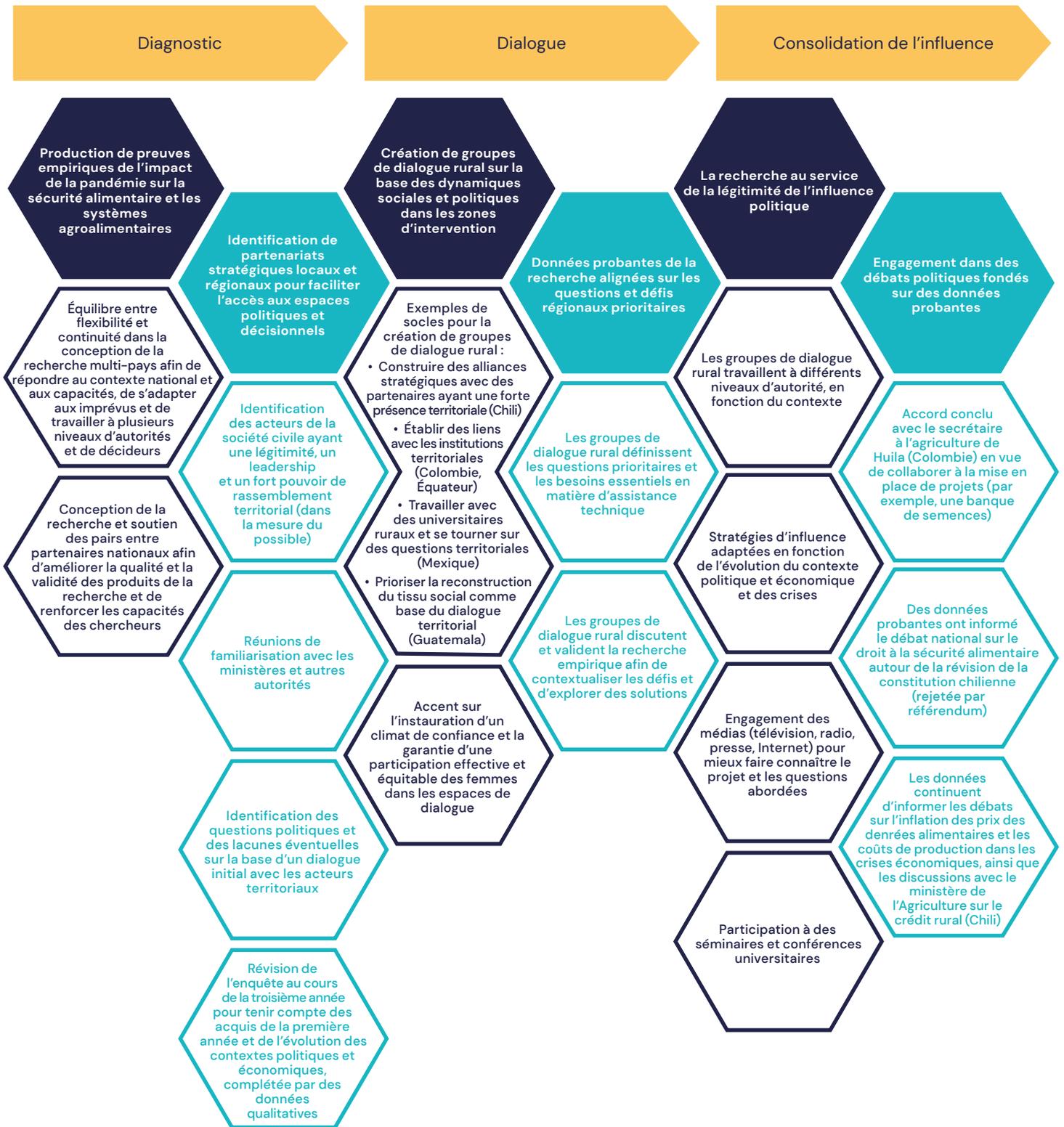
Le projet visait à contribuer au développement de l'agriculture familiale à petite et moyenne échelle afin d'atténuer les effets négatifs de la Covid-19 sur la sécurité alimentaire des populations urbaines et rurales les plus vulnérables, en particulier les femmes. Il visait à susciter des changements politiques et institutionnels fondés sur des données probantes et sur le dialogue afin d'améliorer les perspectives de l'agriculture familiale, d'atténuer l'impact sur la sécurité alimentaire et de contribuer à la mise en place de systèmes agroalimentaires plus durables, plus résilients, plus inclusifs et plus sensibles à l'égalité entre les sexes.

Chemin d'impact

Le projet RIMISP a mis en place un chemin d'impact structuré autour de trois étapes clés : le diagnostic, le dialogue et la consolidation de l'influence. L'accent a été mis sur la création d'alliances stratégiques pour valider, positionner et légitimer la recherche et soutenir l'influence dans les territoires ciblés. Cette mise en avant du travail en réseau s'appuyait sur la méthodologie établie par le RIMISP en matière de chaînes d'influence (*eslabones para la incidencia*), qui reconnaît que l'impact est le point culminant de processus multiples, dont beaucoup échappent au contrôle du RIMISP. La méthodologie s'est concentrée sur l'identification et la description des relations entre les acteurs, et sur l'évolution de leur comportement et de leurs débats à travers les interactions avec les interventions du projet.

Les résultats varient d'un pays à l'autre. Ainsi, des groupes de dialogue formels ont vu le jour en Équateur, en Colombie et au Chili et ont commencé à dégager un consensus sur les questions prioritaires, en vue de l'élaboration d'un programme d'action. Au Mexique et au Guatemala, l'accent a été mis sur l'établissement de liens et de relations de confiance avec les parties prenantes concernées. Au Mexique, cela a abouti à une proposition de réforme politique permettant à la fois de réduire les dépenses fiscales et d'augmenter le montant perçu par les bénéficiaires, et dont la faisabilité a donc été accueillie d'un œil favorable. Au Guatemala, un processus de dialogue entre les communautés locales et les politiciens de différents partis a permis d'obtenir des engagements politiques dans le cadre de la campagne électorale municipale de 2023.

Chemin d'impact 4 : Alliances stratégiques pour diagnostiquer les défis, renforcer le dialogue et coordonner les stratégies d'influence



Source : les auteurs eux-mêmes.

Activités – Sphère de contrôle

Le chemin d'impact a été structuré autour des trois étapes clés : diagnostic, dialogue et consolidation de l'influence. La conception de la recherche a été un élément clé de la phase de diagnostic, en tenant compte des différences entre les contextes nationaux, les capacités et l'expertise des différents partenaires de recherche, afin de garantir la flexibilité sans perdre de vue les objectifs initiaux et fondamentaux de la recherche. Le soutien par les pairs a été privilégié lors de la phase de conception afin d'améliorer la qualité et la validité de la recherche et d'encourager le partage de connaissances et le renforcement des capacités entre les équipes.

La conception de la recherche comportait une enquête visant à comparer l'expérience à deux instants T donnés afin de comprendre les effets de la Covid-19 sur la sécurité alimentaire des populations rurales. Cette enquête a été validée par des entretiens qualitatifs périodiques qui ont mis en évidence des préoccupations supplémentaires concernant les stratégies des ménages pour maintenir la sécurité alimentaire, accéder aux intrants et aux marchés commerciaux pour les produits agricoles et bénéficier du crédit rural. La composante qualitative a conduit à des adaptations de la conception de la recherche afin d'inclure des questions sur la gouvernance à mesure que la complexité de la crise et l'éventail des acteurs et des moteurs sont devenus plus évidents.

Au cours de la deuxième phase de l'étude, les instruments de recherche ont nécessairement évolué afin d'intégrer cet apprentissage et de produire des données probantes pertinentes pour les différents niveaux d'autorité. Cette souplesse a conféré à la recherche une validité à travers les différents stades de la crise, avec des données probantes qui montraient la mutation des défis à mesure que les marchés et la mobilité s'ouvraient, tandis que les prix accusaient une forte augmentation en raison de l'inflation mondiale.

L'investissement dans l'identification d'alliances régionales potentielles et la création de groupes d'échanges ruraux dans chaque zone d'étude ont été au cœur de la composante dialogue des activités visant à mettre en évidence l'adéquation entre les résultats de la recherche et les questions et défis régionaux. Le RIMISP a privilégié l'identification de partenaires locaux disposant de réseaux et de relations solides, ce qui a donné au Centre la légitimité et le pouvoir de rassemblement nécessaires pour jouer un rôle de premier plan dans les processus de dialogue et d'engagement politique. Des réunions et des tables rondes ont été organisées avec les ministères et d'autres autorités compétentes dès le début du processus de recherche afin de comprendre leurs enjeux prioritaires et d'identifier les domaines dans lesquels il existait un besoin d'assistance technique. Cela a permis de tirer des enseignements précieux sur la mise en place de plateformes de parties prenantes, avec différentes expériences dans les divers pays participant à la recherche.

Les activités d'influence se sont concentrées sur le positionnement de la recherche afin de maximiser son influence sur les politiques en travaillant aux niveaux les plus appropriés du gouvernement et en faisant preuve d'agilité pour souligner la pertinence des résultats de la recherche dans un contexte en constante évolution. Cette approche du travail d'influence a été renforcée par des activités de communication et d'engagement, notamment avec les médias (télévision, radio, presse et Internet), afin de mieux faire connaître le projet et les questions abordées. La participation à des séminaires et à des conférences universitaires a également permis d'élargir le dialogue ; par exemple, grâce à une collaboration avec la Fondation « Vaincre la pauvreté » (Fundación Superación de la Pobreza) au Chili pour convoquer et organiser un dialogue indépendant dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, ce qui a permis d'atteindre de nouveaux acteurs et d'accroître l'impact du dialogue. Le RIMISP a également organisé un séminaire international en association avec le GRADE sur les expériences des communautés pour surmonter la faim pendant la pandémie³.

Résultats – Sphère d'influence

Au Chili, où le RIMISP a une présence établie et des partenariats de recherche, des groupes d'échanges ruraux ont été convoqués et mis en place à La Araucanía y Los Lagos en collaboration avec le Campus Villarica de l'Université catholique du Chili (Pontificia Universidad Católica de Chile), en mettant à profit une présence locale et une forte participation des acteurs territoriaux. L'enquête du RIMISP sur la sécurité alimentaire a apporté de nouvelles connaissances et davantage de données probantes, qui ont alimenté le débat national sur le droit à la sécurité alimentaire lors de la révision de la constitution chilienne. Les résultats de l'enquête ont fait l'objet d'une couverture dans la presse nationale, à la télévision et à la radio régionale, et ont été présentés lors d'une table ronde ministérielle sur l'investissement dans les territoires ruraux.

³ Voir : [Seminario internacional : Estrategias Comunitarias Contra el Hambre en Pandemia : Experiencias de Perú, Chile y Uruguay.](#)

Ces éléments ont mis en évidence les défis liés à la sécurité alimentaire. Ils ont accru la visibilité de l'impact de la Covid-19 sur les ménages dirigés par des femmes, ce qui a alimenté le débat public autour de la nouvelle constitution, renforçant l'importance d'y inclure le droit à la sécurité alimentaire. Le peuple chilien a rejeté la réforme constitutionnelle proposée lors d'un plébiscite en septembre 2022 ; toutefois, le gouvernement s'est montré ouvert à la discussion sur les enjeux identifiés par la recherche (par exemple, la question du crédit rural).

En Colombie, un accord a été conclu avec le secrétaire à l'agriculture du département de Huila en vue d'organiser un groupe d'échange rural. Cela a facilité une large participation, un échange d'informations pertinentes et un ordre du jour commun avec la région administrative et de planification spéciale (Región Administrativa y de Planeación Especial), afin de convoquer conjointement le groupe d'échange rural de Huila pour rassembler les principales parties prenantes sur l'ensemble du territoire. Cette alliance a facilité une appréciation commune des principaux défis en matière d'approvisionnement alimentaire au niveau départemental, compte tenu du centralisme du système agroalimentaire colombien. Elle a également permis de renforcer les liens avec le Service national d'apprentissage de la région de Huila (Servicio Nacional de Aprendizaje Región Huila), en vue de développer des projets tels qu'une banque de semences sur la base des priorités définies par les principales parties prenantes du département et de travailler ensemble à un changement de politique institutionnelle. En outre, une première collaboration a été établie avec le Bureau de la compétitivité et de l'employabilité (Oficina de Competitividad y Empleabilidad) afin de mettre en place un groupe d'échange rural à Nariño.

Ces expériences ont privilégié l'instauration d'un climat de confiance entre les parties prenantes comme fondement de groupes d'échanges plus formels, garantissant une participation effective et équitable des femmes dans les espaces de dialogue. En Équateur, le groupe d'échange rural a conclu des accords entre plusieurs acteurs clés, notamment les autorités provinciales de Guayas, l'Agence de réglementation et de contrôle phytosanitaires et la préfecture de Guayas. Cette collaboration a permis de réaliser des études sur la diversification et la production durable, et de renforcer les capacités par le biais d'un certain nombre d'ateliers avec des acteurs locaux. Une assistance technique a également été fournie grâce à des parcelles de démonstration afin de promouvoir l'innovation et d'accroître la résistance face à l'incertitude dans le secteur agricole.

Au Mexique et au Guatemala, où la méthodologie et les partenariats étaient beaucoup plus récents et les contextes moins propices à la création d'alliances territoriales, des stratégies différentes ont été appliquées. Au Mexique, le processus a débouché sur la création d'un groupe de dialogue institutionnel composé d'universitaires travaillant sur des questions rurales, dans le but d'orienter les conversations vers une approche plus nationale. Au Guatemala, où des niveaux élevés de violence et les effets d'un ouragan au plus fort de la pandémie ont créé un contexte de travail difficile, l'accent a été mis sur le soutien à la reconstruction du tissu social par des activités d'influence au niveau territorial, en vue d'instaurer la confiance, la légitimité et l'élan nécessaires pour passer à un travail d'influence au niveau national. En collaboration avec Aproba-Sank, une organisation jouissant d'une forte légitimité territoriale, un processus participatif a rassemblé des acteurs locaux afin de compiler les priorités locales clés et de dégager un consensus à leur sujet. Quelque 250 agriculteurs du réseau Aj Awinel ont ainsi souligné la nécessité de donner la priorité à des opportunités commerciales plus fortes, de promouvoir l'agriculture familiale et de mettre davantage l'accent sur les connaissances traditionnelles. Cette liste de propositions a été présentée aux candidats à la mairie des différents partis politiques lors d'un forum public, et des engagements de suivi ont été pris.

Réflexions finales

L'accent mis sur les groupes d'échanges ruraux dans ce chemin d'impact a permis d'établir des relations et des alliances institutionnelles qui, dans certains cas, pourraient non seulement se poursuivre, mais aussi déboucher sur d'autres résultats au-delà du cycle de vie du projet. La flexibilité dans la conception de la recherche était essentielle pour travailler dans les différents contextes latino-américains, tout en assurant la continuité entre les études nationales. Il a également fallu faire face à de nombreux imprévus au cours du cycle de vie du projet, au-delà de la pandémie elle-même, notamment des crises économiques et politiques, l'inflation mondiale, des élections et des changements d'acteurs clés à de multiples niveaux, des mouvements sociaux et des manifestations, ainsi que des catastrophes climatiques telles que l'ouragan ayant frappé le Guatemala.

La grande diversité des expériences entre les pays a également mis en évidence les défis contextuels liés à la convocation de groupes d'échanges, et souligné l'énergie et l'investissement nécessaires pour aller au-delà des discussions initiales, convenir de priorités communes et travailler ensemble sur des initiatives de plaidoyer. Le RIMISP fonctionne comme un réseau d'organisations, mais tous les partenaires de recherche n'en sont pas membres. Il a donc fallu accorder une attention particulière à l'établissement de règles et de limites claires pour équilibrer les différences entre les équipes afin de tirer le meilleur parti des synergies potentielles en matière de compétences et de capacités de recherche, et promouvoir le dialogue et le partage de connaissances entre les équipes.

L'influence sur les politiques peut s'exercer à de multiples niveaux, les différentes équipes de recherche devant disposer de la souplesse nécessaire pour définir l'échelon le plus approprié à leur contexte. Il est essentiel de comprendre ces acteurs et leurs priorités pour définir la stratégie du projet, et de garder un œil sur la façon dont ces priorités peuvent changer en réponse à l'évolution des contextes politiques et économiques. Travailler avec des groupes à différents niveaux territoriaux peut permettre de mieux comprendre les conditions qui favorisent la viabilité à différents niveaux. Cependant, le succès des plateformes de parties prenantes dépend d'un large éventail de facteurs et de dynamiques interpersonnelles et interinstitutionnelles qui sont difficiles à quantifier et à comparer d'une expérience à l'autre.

Calendrier

Juillet 2020–août 2023

Budget

1 388 700 \$ CA

Cible géographique

Chili, Colombie, Équateur, Guatemala et Mexique

Autres produits du programme CORE liés à ce projet

Niño Eslava, D. and Gatellier, K. (2022) *Collective Action to Support Family Farming in Colombia* [Action collective pour soutenir l'agriculture familiale en Colombie], Covid-19 Responses for Equity (CORE) Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.013](https://doi.org/10.19088/CORE.2022.013)

Thompson, J. et al. (2021) *L'impact de la Covid-19 sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire*, Covid-19 Responses for Equity (CORE) Research for Policy and Practice Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2021.002](https://doi.org/10.19088/CORE.2021.002)

4.5 Asuntos del Sur – Établir une feuille de route pour de nouveaux modèles de gouvernance démocratique et collaborative en Amérique latine

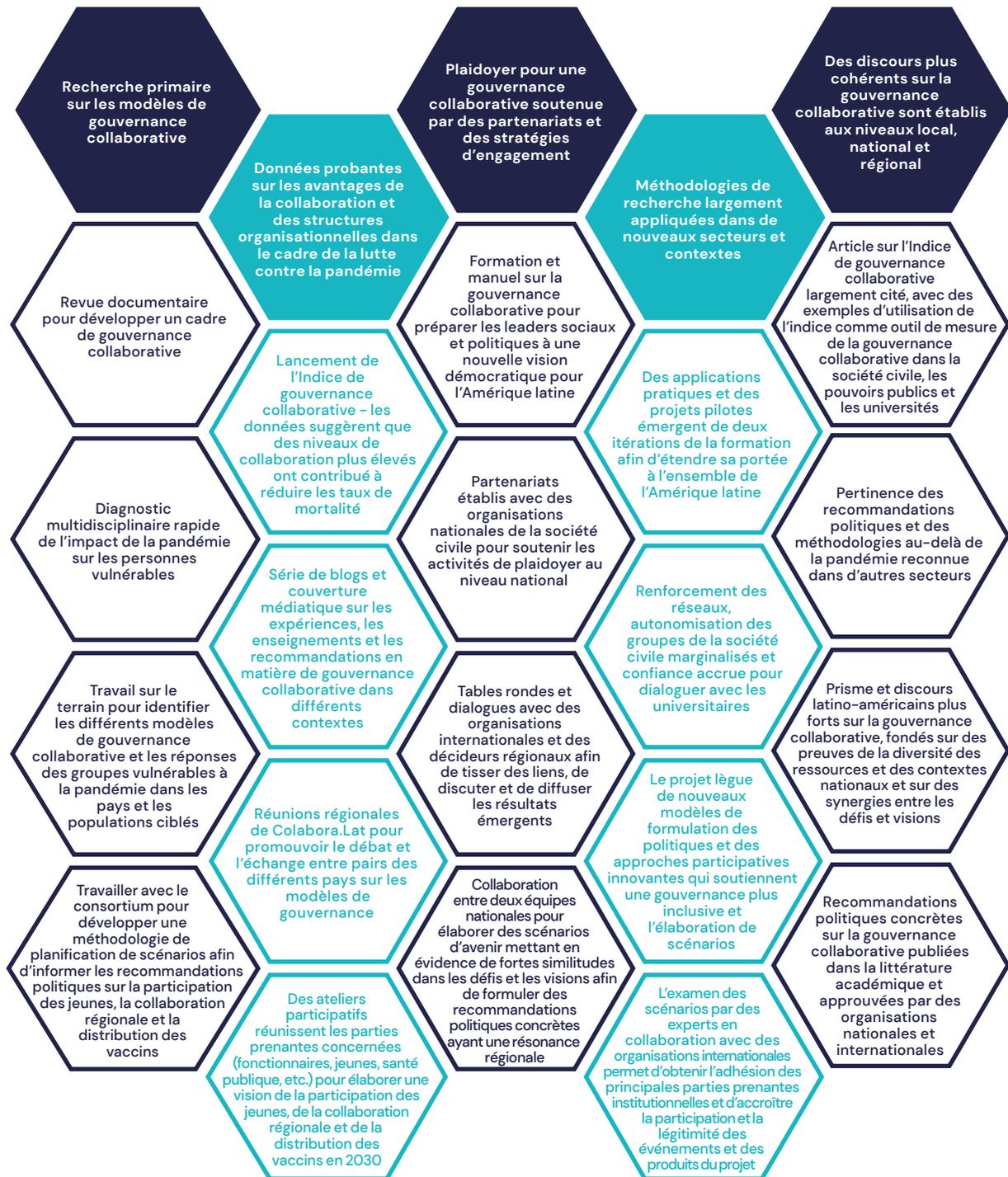
Projet de recherche : [Colabora.Lat: Towards a New Model of Governance after Covid-19](#) [Colabora.Lat : vers un nouveau modèle de gouvernance après la Covid-19].

Profil du projet

Ce projet a été réalisé par un consortium dirigé par Asuntos del Sur (Argentine), en collaboration avec l'Universidad ICESI (Colombie), l'Universidad Nacional de San Martín (Argentine), l'Universidad de Santiago de Chile (Chili) et les fondations Nosotrxs (Mexique), Diálogos (Guatemala) et Friedrich-Ebert-Stiftung (Bolivie). Le projet a fourni des informations et une analyse à propos de l'impact de la Covid-19 sur la cohésion sociale et la gouvernance démocratique collaborative en Amérique latine afin de comprendre les effets sur les formes de relations sociales, la dynamique de l'action collective, la confiance et d'autres aspects psychosociaux, en mettant l'accent sur les populations les plus touchées, notamment les femmes, les jeunes, les pauvres des villes et des campagnes, les groupes autochtones, les groupes d'ascendance africaine, les migrants et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+).

Parallèlement, le projet a permis d'analyser les politiques publiques conçues pour protéger les personnes vulnérables et les différents modèles de gouvernance collaborative qui se sont révélés lors de la réponse à la pandémie dans chacun des pays étudiés. Le projet a également permis de mettre au point une série de trois scénarios pour informer les recommandations politiques concernant la participation des jeunes, la collaboration régionale et la distribution des vaccins à travers le continent.

Chemin d'impact 5 : Établir une feuille de route pour de nouveaux modèles de gouvernance démocratique et collaborative en Amérique latine



Source : les auteurs eux-mêmes.

Activités - Sphère de contrôle

Le projet s'est déroulé en trois phases : (1) un diagnostic multidisciplinaire rapide de l'impact de la pandémie sur les personnes vulnérables ; (2) des études de cas approfondies pour constituer un référentiel de pratiques communautaires innovantes et un index des besoins des groupes vulnérables en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Colombie, au Guatemala et au Mexique ; et (3) une analyse des pratiques communautaires et des politiques publiques de la région pour formuler des recommandations politiques et des bonnes pratiques à partager avec les dirigeants communautaires, les décideurs et les organisations multilatérales.

Le projet a produit l'Indice de gouvernance collaborative fondé sur l'évaluation des données probantes qualitatives et quantitatives de différents modèles et approches du gouvernement et de la société civile pour soutenir une plus grande inclusion des personnes et des communautés vulnérables dans les réponses à la Covid-19 au cours de la période 2020-21. Cet indice a permis d'effectuer un suivi des différents types d'acteurs impliqués dans les collaborations, tels que les autorités locales, les OSC et le secteur privé.

Le projet a également documenté certains des différents types de gouvernance collaborative qui ont vu le jour dans le contexte de la pandémie grâce à une série d'entretiens et d'ateliers d'écoute active, afin de forger des relations entre les chercheurs politiques et thématiques et les communautés vulnérables dans les régions étudiées d'Argentine, de Bolivie, du Chili, de Colombie, du Guatemala et du Mexique. Ces travaux ont permis d'établir une base de données probantes innovante sur les effets de la pandémie, les réponses politiques et communautaires et les capacités des groupes vulnérables, notamment les jeunes, les migrants, les personnes d'ascendance africaine, les populations autochtones, les groupes ruraux et urbains marginalisés et les communautés LGBTQI+, qui ont été utilisées pour formuler une série de recommandations sur la manière de rendre la gouvernance collaborative plus efficace.

Un autre élément de cette recherche a été la planification de scénarios afin d'explorer des avenir hypothétiques et de formuler des recommandations sur les meilleures options politiques futures. Cette recherche a porté sur trois sujets clés : comment promouvoir la participation des jeunes aux processus démocratiques ; les mécanismes de renforcement de la coopération régionale ; ainsi que l'acquisition et la distribution plus équitables de vaccins, afin d'élaborer des scénarios qui favorisent la collaboration plutôt que la compétition. Cette méthodologie de recherche a été mise au point par des experts issus de l'ensemble du consortium et a donné lieu à une série d'ateliers participatifs. Elle a rassemblé la société civile, des décideurs et des activistes de l'espace de gouvernance, en mettant fortement l'accent sur la participation de groupes de jeunes pour examiner leur implication, sur des responsables de la santé publique pour étudier la distribution des vaccins et sur les organisations internationales pour réfléchir à la collaboration régionale afin de discuter et d'élaborer des scénarios et des plans d'action à l'horizon 2030. Les équipes nationales ont ensuite collaboré en binômes pour comparer les résultats, poursuivre l'élaboration des scénarios et formuler des recommandations politiques : le Chili et la Colombie ont collaboré sur la participation des jeunes aux processus démocratiques ; la Bolivie et le Guatemala ont travaillé ensemble pour étudier la possibilité d'une acquisition et d'une distribution plus équitables des vaccins ; et l'Argentine et le Mexique se sont concentrés sur les mécanismes visant à renforcer la coopération régionale. Ce processus a permis d'identifier un niveau élevé de synergie dans les expériences des pays, ce qui laisse entrevoir la possibilité de reproduire les recommandations politiques dans différents contextes nationaux.

Afin de maximiser l'utilisation de ces données probantes et de créer un espace de réflexion sur les implications politiques pour les différents publics décisionnels, ces résultats ont été développés à travers de nombreuses tables rondes, un livre et une formation, en mettant fortement l'accent sur le partage de connaissances, à la fois au sein du consortium du projet et avec les parties prenantes concernées dans toute l'Amérique latine.

Résultats – Sphère d'influence

L'Indice de gouvernance collaborative est devenu une source de données clé qui a permis une analyse plus approfondie de la manière dont les différents modèles de gouvernance collaborative étaient liés aux taux de mortalité. La publication de l'indice a été accompagnée d'un blog sur la façon dont il pourrait être appliqué afin d'encourager son utilisation et son adoption à plus grande échelle. Ce blog a été publié dans l'article largement cité « *Governing a Pandemic : Assessing the Role of Collaboration on Latin American Responses to the Covid-19 Crisis* » [Gérer une pandémie : évaluer le rôle de la collaboration dans les réponses de l'Amérique latine à la crise de la Covid-19], qui a été repris dans le *Washington Post*. C'est l'un des quatre articles les plus cités de ces trois dernières années dans le prestigieux *Journal of Politics in Latin America*.

Grâce aux études de cas approfondies, il est devenu possible de clarifier et définir les différents types d'organisations sociales et la manière dont elles pourraient collaborer avec les pouvoirs publics et le secteur privé pour informer les discussions sur les politiques publiques dans différents contextes. Ces travaux ont accru la visibilité des groupes marginalisés participants et ont contribué à leur donner un sentiment de plus grande autonomie : ils avaient une meilleure idée de leur propre valeur dans le contexte social

national et étaient en mesure de parler de leurs propres expériences pour arriver à une telle collaboration. En s'appuyant sur ces expériences locales, le projet a fourni de nouvelles preuves empiriques aux niveaux national et régional, qui ont renforcé l'appréciation de la gouvernance collaborative et favorisé le débat et le dialogue sur les recommandations émergentes.

Le caractère régional du projet et l'engagement fort au sein du consortium ont été essentiels pour rassembler ces diverses expériences, avec des réunions régionales chaque année pour réfléchir aux expériences nationales et à la manière dont elles ont contribué à broser un tableau plus large au niveau national. Cette démarche s'est appuyée sur une solide éthique de collaboration et de respect dans l'ensemble du consortium, qui a permis à toutes les équipes de contribuer sur un pied d'égalité à l'image émergente de l'expérience latino-américaine. Les membres du consortium ont renforcé leurs liens avec des groupes vulnérables, par exemple en travaillant avec des groupes informels au Mexique et des jeunes au Guatemala, tandis qu'au Chili, la recherche a renforcé les relations entre les universitaires et les autorités locales. Les données probantes ont été utilisées pour produire un livre qui examine le fonctionnement de la gouvernance collaborative en Amérique latine, en tenant compte de la diversité des contextes et de l'accès aux ressources, afin de formuler une série de recommandations destinées à éclairer les initiatives de gouvernance à venir.

Ces données probantes ont également été utilisées pour élaborer une formation en gouvernance collaborative afin de préparer les dirigeants sociaux et politiques à œuvrer en faveur d'une nouvelle vision démocratique pour l'Amérique latine. La formation s'est appuyée sur un manuel qui a partagé les connaissances générées par cette recherche et a fourni un accès aux pratiques, politiques et outils fondés sur des données probantes identifiés et développés à travers la région. La formation a été dispensée fin 2022 dans le but de transférer ces connaissances aux fonctionnaires, aux OSC, aux activistes et aux décideurs afin de construire un discours plus fort autour de la gouvernance collaborative et de partager les expériences des différents contextes de la Covid-19 à travers l'Amérique latine. L'objectif était d'aider les participants à identifier les applications pratiques de ces connaissances dans les travaux de leur organisation. À l'issue de la formation, l'équipe de projet a travaillé avec des projets désignés pour mettre en œuvre ces idées ; par exemple, en soutenant une organisation sociale qui travaillait avec de jeunes migrants au Costa Rica, et une initiative en Équateur pour développer un plan d'action visant à renforcer le travail collaboratif de la Croix-Rouge à Loja. Une deuxième édition de cette formation visait à tirer parti de son succès et à étendre sa portée à l'ensemble de l'Amérique latine.

Le travail sur les scénarios a intégré un processus d'examen technique avec des experts d'organisations nationales et internationales influentes. Cela a permis d'établir un consensus plus large autour des scénarios et de leurs implications politiques. Ces engagements – par exemple, avec le domaine de la gouvernance démocratique du Programme des Nations Unies pour le développement, Argentine et Casa Patria Grande en Argentine, l'Organisation internationale du Travail en Bolivie, Oxfam au Guatemala, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), entre autres – ont contribué à renforcer l'adhésion et l'appropriation des experts techniques. Cela a également renforcé la participation et la légitimité des événements et des résultats de l'engagement, en amorçant un débat régional sur la gouvernance collaborative sur toile de fond de la multiplication des exemples de fermeture de l'espace démocratique dans la région. L'un des principaux résultats de ce travail a été le processus de réflexion partagée qui a permis d'identifier de nombreuses synergies dans les défis liés à la gouvernance entre des pays ayant des circonstances nationales très diverses. Ces synergies et ces expériences partagées ont contribué à renforcer le sentiment d'un prisme et d'un discours spécifiquement latino-américains sur la gouvernance collaborative.

Réflexions finales

Le projet a permis de mieux comprendre le concept de gouvernance collaborative qui offre de multiples applications pratiques et a trouvé un écho bien au-delà du contexte de la Covid-19. Par exemple, l'approche méthodologique a récemment été appliquée pour explorer le concept de gouvernance dans le cadre de la transformation technologique. L'article susmentionné a été cité par des universitaires en Jordanie, à Taïwan, en Chine et aux États-Unis, ainsi que dans de nombreuses citations liées au contexte latino-américain. Il est devenu une référence clé sur la manière de mesurer la gouvernance collaborative dans un large éventail de contextes. Par exemple, il a été utilisé comme outil par des étudiants de l'Universidad Torcuato Di Tella et de l'Universidad de Buenos Aires (Universidad de Buenos Aires) en Argentine, et ils seront à même de pousser plus avant cette réflexion et cette méthodologie dans leur carrière.

Au-delà de la sphère académique, le projet a laissé un solide héritage de recommandations politiques concrètes que de nombreuses institutions et décideurs régionaux et nationaux ont examinées et approuvées. Ce travail a également contribué à développer un nouveau prisme latino-américain sur la gouvernance collaborative et il a démontré que ce raisonnement et les recommandations politiques qu'il a engendrés restent très pertinents dans un monde post-Covid 19 où les espaces démocratiques sont souvent menacés. Le projet a fortement privilégié les applications pratiques des connaissances générées par le biais d'une formation et de supports pédagogiques comprenant une composante pratique pour promouvoir de nouveaux projets pilotes dans divers contextes, qui resteront un point de référence bien au-delà du cycle de vie du projet.

Enfin, l'impact du projet sur les groupes vulnérables impliqués dans la recherche et l'effet d'autonomisation du travail pour accroître la visibilité de ces groupes et les aider à comprendre et à plaider en faveur d'une gouvernance plus collaborative offrent un potentiel remarquable de changement à plus long terme au niveau individuel et communautaire.

Calendrier

Août 2020–novembre 2023

Budget

1 338 800 \$ CA

Cible géographique

Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Guatemala et Mexique

Autres produits du programme CORE liés à ce projet

Bianchi, M. ; Coda, F. ; Cyr, J. ; Heffernan, I. and Meeker, J. (2023) *Effective Governance Responses to Crises : Lessons from the Covid-19 Pandemic* [Des réponses aux crises efficaces en matière de gouvernance : leçons tirées de la pandémie de Covid-19], Covid-19 Responses for Equity (CORE) Research for Policy and Practice Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2023.011](https://doi.org/10.19088/CORE.2023.011)

Cyr, J. ; Bianchi, M. ; Lara, I.F. and Coda, F. (2023) '(Re-)Thinking a Collaborative Research Model After Covid-19 : Introducing Colabora.Lat' [(Re)penser un modèle de recherche collaborative après la Covid-19 : présentation de Colabora.Lat], *IDS Bulletin* 54.2 : 197–208, DOI : [10.19088/1968-2023.140](https://doi.org/10.19088/1968-2023.140)

4.6 ARI – Construire un pôle de connaissances dans des espaces politiques fermés pour rassembler et coordonner une communauté de pratiques afin de promouvoir des systèmes de protection sociale plus universels dans la région arabe

Projet de recherche : [Promoting Resilience in Covid-19 in MENA: Building Inclusive and Effective Social Protection and Safety Nets](#) [Promouvoir la résilience à la Covid-19 dans la région MENA : mise en place d'une protection sociale et de filets de sécurité inclusifs et efficaces].

Profil du projet

L'ARI est un groupe de réflexion indépendant qui travaille avec des partenaires experts dans la région arabe et au-delà pour articuler un programme local en faveur du changement démocratique. Il mène des recherches et des analyses politiques, en offrant une plateforme pour des voix inspirantes fondées sur des principes de diversité, d'égalité entre les sexes, de droits de l'homme et de justice sociale.

Le projet de recherche s'est concentré sur la promotion d'une assistance et d'une sécurité sociale inclusives et efficaces pendant et après la pandémie en Égypte, en Jordanie, au Liban et en Tunisie. La protection sociale est interprétée différemment dans chaque pays ; certains se concentrent sur des programmes de lutte contre la pauvreté, tandis que d'autres ont recours à des régimes de subvention et à des

allocations de chômage ou à des mesures d'activation du marché du travail. La recherche a exploré comment les initiatives de protection sociale pourraient être efficaces, durables et intégrées, en garantissant l'inclusion et la sécurité sociale dans l'ensemble des quatre pays, pour pouvoir finalement informer une perspective régionale. Le projet visait à fournir aux parties prenantes la recherche critique nécessaire pour éclairer et consolider leurs efforts en vue d'impliquer les communautés concernées dans les différents processus de prise de décision.

Chemin d'impact 6 : Construire un pôle de connaissances dans des espaces politiques fermés pour rassembler et coordonner une communauté de pratiques afin de promouvoir des systèmes de protection sociale plus universels dans la région arabe



Source : les auteurs eux-mêmes.

Activités – Sphère de contrôle

Dans l'ensemble du consortium, les aspects de la subvention relatifs au renforcement des capacités et des institutions ont facilité la production d'un plus grand nombre de publications de connaissance que ce qui est habituellement possible par le biais de processus plus traditionnels d'organisation unique et d'octroi de subventions. Une partie du succès et de la portée du projet et du pôle de la région arabe pour la protection sociale provient de la foule de produits sur le thème de la « protection sociale » qui ont été compilés et téléchargés sur la plateforme du pôle.

La recherche sur le terrain a montré que les gens avaient besoin pendant la pandémie d'un contrat social avec des infrastructures de protection sociale résilientes pour les protéger des conséquences négatives sur leurs moyens de subsistance. La politique sociale a donc été identifiée comme la priorité, détournant l'attention du pôle accordée aux réponses générales à la Covid-19 pour la centrer plus particulièrement sur les réformes de la protection sociale.

Les dialogues nationaux et régionaux ont permis aux membres du pôle de tisser des liens entre eux et de cultiver un écosystème sur la protection sociale dans la région. Les activités et le réseau du pôle ont été cartographiés afin d'ériger une base de connaissances pour créer un changement systémique en faveur de dispositifs de protection sociale plus inclusifs dans la région. Cette cartographie a également permis d'identifier les lacunes existantes dans les systèmes actuels et de transformer la duplication des efforts en synergies. Alors que le pôle avait besoin d'un point focal sous la forme de l'ARI pour coordonner et convoquer le réseau, l'ARI a veillé à ce que la gestion du réseau soit souple et malléable, en adoptant une structure horizontale plutôt que hiérarchique, créant ainsi un sentiment d'appropriation partagé par tous.

Le projet a mis sur pied un comité consultatif de 14 experts, qui constitue un outil clé pour informer les politiques nouvelles et améliorées, ainsi que les réformes législatives et les pratiques. Le pôle a pu s'appuyer sur ce comité pour ses recommandations en matière de politiques et de pratiques. Le comité comprenait une variété de parties prenantes (y compris des universitaires et des représentants d'ONG et d'organisations internationales) œuvrant dans différents domaines thématiques d'expertise et issues de différents pays de la région afin de fournir un large éventail de connaissances et d'expériences.

Résultats – Sphère d'influence

Une communauté coordonnée de pratiques et de connaissances a émergé des dialogues en réseau, soutenue par un espace d'accueil virtuel où les professionnels qui se consacrent à l'étude, à la compréhension et à la défense des protections sociales universelles dans les États arabes peuvent partager des idées, des exemples de réussite et des leçons apprises, tout en explorant différentes possibilités d'action en collaboration. Bien qu'il existe une communauté de pratiques épistémique dans la région sur la protection sociale, la coordination était limitée avant que l'ARI n'organise les dialogues régionaux. Des conseillers de ministres, des organisations internationales, des praticiens, des chercheurs et des activistes ont tous été invités aux dialogues dans l'espoir d'influencer les politiques et les programmes de protection sociale.

L'équipe de recherche a fourni aux communautés vulnérables les outils dont elles avaient besoin pour se mobiliser et faire valoir leurs droits. Les dialogues ont permis d'alimenter les discussions sur un sujet de recherche peu abordé dans le contexte de la pandémie ou, plus précisément, sur un sujet souvent traité d'un point de vue technique qui ne tient pas compte des facteurs politico-économiques sous-jacents. Une déclaration commune a souligné l'approche de la communauté pour rendre les régimes de protection sociale dans la région arabe plus intégrés, efficaces, inclusifs et viables, en unifiant les discours de ses membres sur « la construction de systèmes de protection sociale universels dans des contextes arabes turbulents⁴ ». La communauté a identifié la fertilisation croisée interrégionale comme un outil important pour maximiser le pouvoir du pôle et réaliser pleinement les objectifs du projet.

Réflexions finales

Le pôle a été doté d'une présence en ligne et d'une identité éditoriale⁵, et les membres fondateurs, ainsi que les membres du comité consultatif et les associés du pôle, ont signé la déclaration commune. Les relations solides établies au sein du pôle signifient que le réseau est susceptible de perdurer même après la fin du financement du projet. Ses membres continueront à travailler sur la protection sociale, à échanger des idées et à explorer des domaines de partenariat et de coopération. L'ARI avait l'intention d'indexer ses travaux d'une manière visuellement attrayante et de les démocratiser, en ajoutant des infographies et d'autres outils de communication créatifs. Sur les médias sociaux et le site web, l'ARI a continué à partager et à cartographier les connaissances émergentes sur la protection sociale dans la région, faisant du pôle un lieu d'accueil pour les personnes menant des recherches fondées sur des données probantes et orientées vers les politiques sur le sujet. À l'avenir, le pôle pourrait servir de point focal pour réunir les communautés de pratiques et de connaissances existantes en matière de protection sociale afin de partager des idées qui dépassent le cadre de la région.

La capacité à déplacer l'objectif principal du projet initial, pour passer de réponses générales étatiques et non étatiques à la Covid-19 à des réformes plus spécifiques de la protection sociale, met en évidence les avantages de la nature réflexive du projet. Le fait d'être agile et d'intégrer le nouveau spectre de connaissances dans les

⁴ Déclaration sur l'édification d'une protection sociale universelle dans la région arabe.

⁵ Pôle de la région arabe pour la protection sociale.

processus du projet prouve la valeur de l'approche adaptative de CORE. Le modèle du pôle offre des leçons pour d'autres communautés de pratique et réseaux qui souhaitent perdurer et rester pertinents pour leurs membres – en particulier la façon dont l'élimination délibérée d'une hiérarchie perçue peut contribuer à cette persistance en s'éloignant des cycles de vie de projets plus traditionnels à court terme.

Calendrier

Juillet 2021–juin 2023

Budget

1 499 200 \$ CA

Cible géographique

Régional – Égypte, Jordanie, Liban et Tunisie

Autres produits du programme CORE liés à ce projet

Al Shami, F. (2023) '[Arab Region Social Protection Systems : Research and Policy Design Challenges](#)' ['Systèmes de protection sociale dans la région arabe : Défis dans la conception de la recherche et des politiques'], *IDS Bulletin* 54.2 : 109–30, DOI : [10.19088/1968–2023.135](#)

4.7 SDPI – Obtenir un consensus entre des parties prenantes politiquement polarisées et influencer les politiques

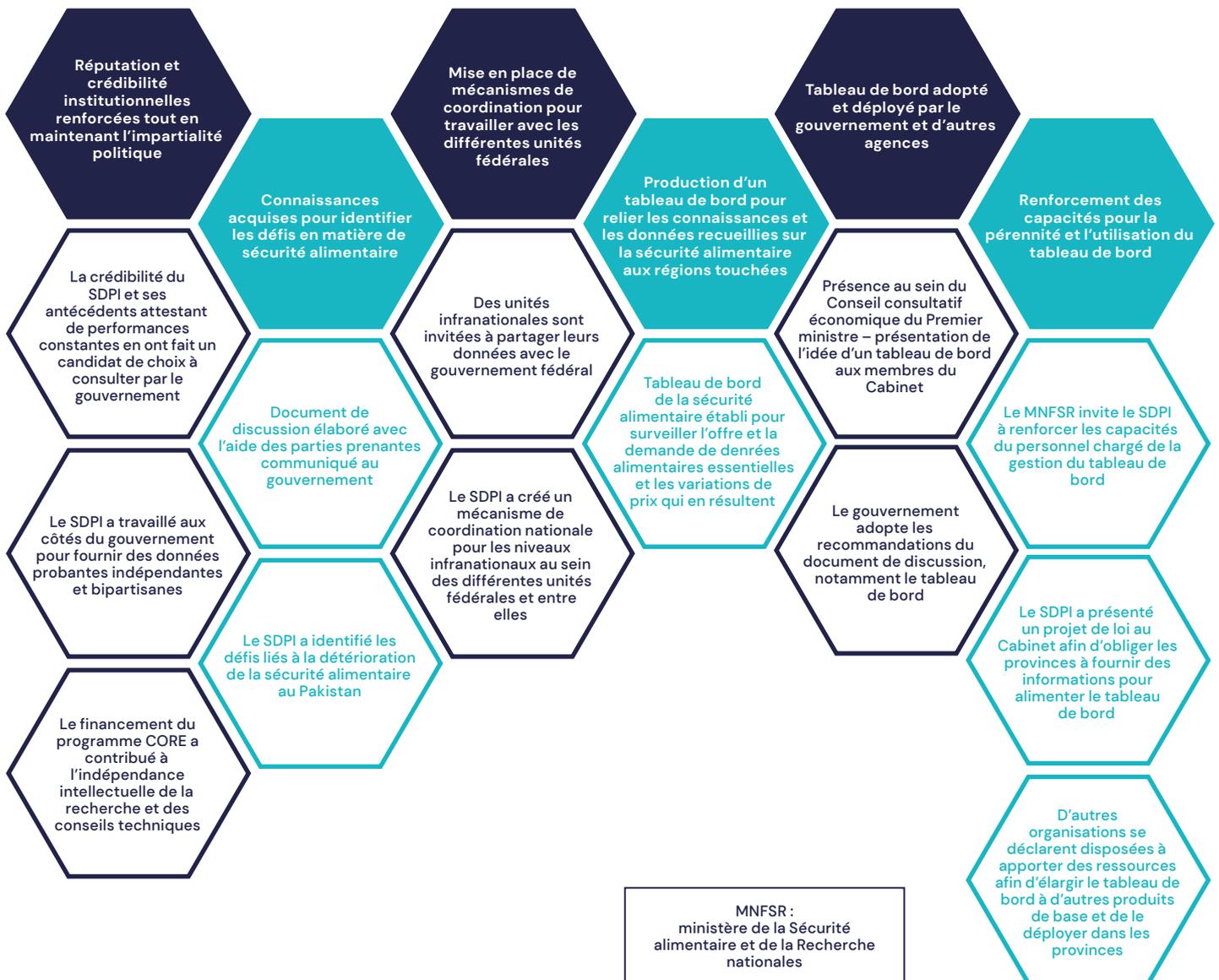
Projet de recherche : [Supporting Small and Medium Enterprises, Food Security, and Evolving Social Protection Mechanisms to Deal with Covid-19 in Pakistan](#) [Soutenir les petites et moyennes entreprises, la sécurité alimentaire et l'évolution des mécanismes de protection sociale pour faire face à la Covid-19 au Pakistan].

Profil du projet

Le SDPI a été fondé en août 1992 sur la recommandation de la Stratégie nationale de conservation du Pakistan, également appelée Agenda 21 du Pakistan. La stratégie de conservation place le développement socioéconomique du Pakistan dans le contexte d'un plan environnemental national. Ce document très remarqué, approuvé par le Cabinet fédéral en mars 1992, soulignait la nécessité de mettre en place une organisation indépendante à but non lucratif qui servirait de source d'expertise pour l'analyse et l'élaboration de politiques, l'intervention politique et les services consultatifs en matière de politiques et de programmes.

Le projet de recherche a fourni au gouvernement pakistanais des conseils fondés sur des données probantes pour gérer la crise de la Covid-19, orienter des réponses politiques rapides et élaborer des mesures visant à renforcer la résilience durant la période post-pandémique. Il a généré des informations qu'il a injectées dans un Tableau de bord national de la sécurité alimentaire afin de faciliter l'approvisionnement en denrées alimentaires depuis les districts excédentaires vers les districts déficitaires. Le projet a également cartographié les petites et moyennes entreprises formelles et informelles du pays, fournissant ainsi des preuves de l'efficacité d'un plan de relance visant à renforcer la politique nationale en faveur des petites et moyennes entreprises. En outre, étant donné que les filets de sécurité sociale existants sont insuffisants pour soutenir les 60 pour cent de la main-d'œuvre pakistanaise qui travaille dans les secteurs informels non documentés de l'économie, une analyse approfondie des mécanismes existants de protection sociale s'imposait de toute urgence afin de concevoir une feuille de route pour l'établissement d'un régime de protection sociale universel au Pakistan. Le projet visait à combler les lacunes en matière d'information et d'intervention, en servant de passerelle entre les responsables politiques et les millions de travailleurs démunis payés à la journée dans les zones rurales et urbaines, ce qui a eu des répercussions positives sur les moyens de subsistance de millions de Pakistanais vulnérables.

Chemin d'impact 7 : Obtenir un consensus entre des parties prenantes politiquement polarisées et influencer les politiques



Source : les auteurs eux-mêmes.

Activités – Sphère de contrôle

Le SDPI a produit un document de discussion sur la détérioration de la sécurité alimentaire, qui a été développé et partagé avec un réseau étendu de parties prenantes afin de recueillir leur contribution avant de le communiquer au gouvernement pakistanais. Le Tableau de bord de la sécurité alimentaire a été créé pour surveiller l'offre et la demande de produits alimentaires essentiels et les changements qui en résultent, en ce qui concerne l'accès physique et économique. L'équipe interne de l'institut a identifié les produits alimentaires essentiels et élaboré un plan de collecte de données dans les provinces au niveau des districts. La province du Punjab a été choisie comme région pilote pour le tableau de bord. Le SDPI a identifié les indicateurs pour lesquels des données devaient être collectées afin de renseigner le Tableau de bord de la sécurité alimentaire pour qu'il puisse servir d'outil politique.

Un comité de pilotage a été mis en place et un groupe de travail technique a été créé, sous la direction du ministère de la Sécurité alimentaire et de la Recherche nationales (MNFSR), afin de guider et d'informer le processus d'élaboration du tableau de bord. Avec le soutien du Cabinet du Premier ministre et du MNFSR, les données relatives à deux produits sélectionnés (le blé et le sucre) ont été collectées quotidiennement pendant un mois, puis l'équipe du SDPI les a saisies dans le système.

L'institut a ensuite profité de sa présence au sein du Conseil consultatif économique du Premier ministre pour présenter l'idée aux membres du Cabinet. L'équipe de recherche du SDPI a également rédigé un projet de loi à

présenter au Cabinet afin d'engager les provinces à fournir des informations pour documenter le tableau de bord. Il existe deux processus d'adoption d'un projet de loi : (1) le projet de loi est discuté au Parlement puis fait l'objet d'un vote ; ou (2) pour les questions urgentes, une proposition de loi est envoyée directement au président en tant qu'ordonnance et devient alors projet de loi. Le projet de loi rédigé pour l'utilisation du Tableau de bord de la sécurité alimentaire a suivi le deuxième processus.

La première présentation intégrale du Tableau de bord de la sécurité alimentaire a été faite au Cabinet en février 2021, durant laquelle les membres ont été informés du tableau de bord, de son fonctionnement et des principaux défis à relever pour en assurer la pérennité. À la suite de cette présentation, le Cabinet a décidé de confier la maintenance et la gestion du tableau de bord au MNFSR et a demandé le soutien du SDPI pour renforcer les capacités du personnel du MNFSR à gérer le tableau de bord. Avec l'appui du bureau du FCDO au Pakistan, le SDPI a guidé le personnel provincial du MNFSR dans la collecte, la saisie et la présentation des données dans le tableau de bord. Par l'intermédiaire du Conseil consultatif économique, l'institut a également souligné l'importance de la recherche pour la deuxième phase du Plan national de transformation de l'agriculture.

Le fait d'amener les unités de district à partager leurs données avec le gouvernement fédéral a été un élément clé de ce processus et a permis de donner un mandat pour que des décisions soient prises au sujet de ces données au niveau provincial.

Résultats – Sphère d'influence

Le gouvernement a approuvé l'élaboration et l'utilisation du Tableau de bord de la sécurité alimentaire pour surveiller l'offre et la demande de produits alimentaires essentiels et les variations de prix qui en résultent afin de gérer le problème de l'insécurité alimentaire apparu lors de la première vague du virus de la Covid-19.

Le SDPI a créé un mécanisme de coordination nationale au niveau infranational, qui a joué un rôle crucial dans l'adoption du tableau de bord. La coordination visant à faciliter le partage des données entre les différentes unités fédérales et les provinces a permis au tableau de bord de fonctionner comme prévu, c'est-à-dire d'examiner les provinces avec des niveaux de données suffisants et de réagir à l'offre et à la demande de denrées alimentaires. Le moment le plus délicat et déterminant a été la coordination de cette réponse dans un pays vaste et politiquement polarisé – où certaines unités fédérales étaient dirigées par des partis politiques d'opposition qui n'étaient pas alignés sur le gouvernement central – et l'obtention d'un consensus entre toutes les parties prenantes et toutes les provinces.

Le SDPI a continué à surveiller de près les progrès du Tableau de bord de la sécurité alimentaire après son transfert au MNFSR. L'institut a continué à contacter différents donateurs travaillant sur des questions liées à la sécurité alimentaire afin d'obtenir un soutien au lancement d'une activité holistique de renforcement des capacités pour les fonctionnaires du gouvernement impliqués dans la gestion du tableau de bord.

Après l'adoption du projet de loi et la création du Tableau de bord de la sécurité alimentaire, un changement de gouvernement est intervenu. L'innovation du tableau de bord a donc été relancée, dans l'espoir qu'elle s'étende à un plus grand nombre de produits et qu'elle soit déployée dans l'ensemble des provinces. Le SDPI ne disposait pas des ressources nécessaires pour mener à bien cette expansion, mais d'autres organisations ont manifesté leur souhait de s'y atteler.

Réflexions finales

Le SDPI a pu se rapprocher des décideurs politiques grâce à sa solide réputation d'impartialité et d'innovation. Il s'agit du plus ancien groupe de réflexion indépendant du Pakistan et il jouit d'une grande crédibilité internationale grâce à un palmarès de performances constantes. Cette réputation et cette crédibilité ont fait du SDPI un candidat de choix pour être consulté par le gouvernement pakistanais.

Le soutien de l'ITT de 2008 à 2018 a été essentiel pour renforcer les capacités et le calibre de l'institut, lui permettant de conserver son indépendance intellectuelle et de fournir un soutien technique indépendamment des changements politiques. Le SDPI travaille avec le gouvernement, mais il n'est pas financé par lui. Il n'est donc pas associé à une étiquette politique, ce qui renforce sa capacité à travailler avec un large éventail de parties prenantes de tous bords politiques. En outre, le Tableau de bord de la sécurité alimentaire a été proposé sans frais pour les finances publiques et l'innovation n'est pas venue d'un ministre ou d'un gouvernement, ce qui a peut-être empêché le nouveau gouvernement ou le parti au pouvoir d'écarter l'idée lorsqu'il est arrivé aux commandes.

Le SDPI a conservé l'équipe technique qui a construit et entretenu le logiciel du tableau de bord, afin que ce tableau puisse perdurer au-delà du financement du projet. En maintenant les équipes et les activités d'un projet après son achèvement, le SDPI est en mesure de prendre de l'élan rapidement lorsque le besoin d'une intervention se fait sentir, sans avoir à investir du temps dans la constitution de nouvelles équipes. Cette stratégie a permis au SDPI de rester pertinent, quels que soient la prochaine crise ou le prochain problème.

Lorsque des inondations se sont produites au Pakistan, l'attention politique a été détournée vers les secours et les efforts de réhabilitation, affectant le travail avec le MNFSR pour assurer la mise à jour quotidienne du tableau de bord. Le SDPI s'est préparé à une nouvelle stratégie d'engagement une fois que le gouvernement a repris ses activités habituelles, en organisant des réunions consultatives, des tables rondes et des événements de sensibilisation politique pour former la nouvelle équipe gouvernementale aux instruments et aux outils de suivi de la disponibilité des denrées alimentaires.

DÉTAILS DU PROJET

Calendrier

Juillet 2021–août 2023

Budget

709 500 \$ CA

Cible géographique

Pakistan

Autres produits du programme CORE liés à ce projet

Suleri, A.Q. et al. (2022) *[Strengthening Food Security in Pakistan During the Covid-19 Pandemic](#)* [Renforcer la sécurité alimentaire au Pakistan durant la pandémie de Covid-19], Covid-19 Responses for Equity (CORE) Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.008](#)

Thompson, J. et al. (2021) *[L'impact de la Covid-19 sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire](#)*, Covid-19 Responses for Equity (CORE) Research for Policy and Practice Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2021.002](#)

4.8 ICRW – Amplifier les voix sous-représentées pour partager les expériences et défendre les droits des travailleurs informels dans le discours politique

Projet de recherche : [REBUILD: Covid-19 and Women in the Informal Economy in Kenya, Uganda and India](#) [REBUILD : la Covid-19 et les femmes dans l'économie informelle au Kenya, en Ouganda et en Inde].

Profil du projet

L'ICRW est un institut de recherche mondial qui a des bureaux à Washington DC, Nairobi, Kampala et New Delhi. Ses recherches identifient les contributions des femmes à la société et les obstacles qui les empêchent d'être économiquement indépendantes et de participer pleinement à la société. L'ICRW traduit ces connaissances en un plan d'action qui respecte les droits humains des femmes, garantit l'égalité entre les sexes et crée les conditions requises pour que toutes les femmes puissent s'épanouir.

Le projet de recherche visait à documenter des politiques et des stratégies démocratiques, responsables et respectueuses de l'égalité entre les sexes, afin que les personnes vulnérables touchées par la Covid-19, telles que les travailleuses des économies urbaines informelles, puissent se relever et reconstruire leur vie et leurs moyens de subsistance. Des recherches menées dans trois contextes urbains en Inde, au Kenya et en Ouganda ont permis de recueillir des données sur l'impact de la réponse à la Covid-19 sur les travailleuses de l'économie informelle. Ces données ont permis de comprendre comment les normes de genre, les chemins d'impact vers l'autonomisation économique et les impacts sexospécifiques de la violence et de l'accès aux services de santé essentiels pouvaient éclairer une politique répondant aux besoins spécifiques des travailleuses de ces économies informelles. Ce chemin d'impact se concentre sur les travaux entrepris par l'ICRW en Inde.

Chemin d'impact 8 : Amplifier les voix sous-représentées pour partager les expériences et défendre les droits des travailleuses informelles dans le discours politique



Source : les auteurs eux-mêmes.

Activités – Sphère de contrôle

L'ICRW a passé en revue les données macroéconomiques, les politiques et la littérature, et a mené des recherches primaires afin d'identifier les principaux domaines de vulnérabilité des travailleuses informelles dans les centres urbains à la suite des réponses politiques apportées lors de la pandémie de Covid-19. L'ICRW a également évalué l'impact de ces réponses politiques sur les hommes et les femmes. La recherche visait à identifier les infrastructures de gouvernance urbaine et les mécanismes les plus efficaces pour la mise en œuvre de mesures de secours face à la pandémie de Covid-19, ainsi que les stratégies de résilience adoptées par les travailleuses pour faire face aux vulnérabilités résultant de la pandémie.

L'ICRW a organisé diverses activités avec des travailleuses (y compris des vendeuses de rue, des ouvrières du bâtiment et des employées domestiques), le personnel en première ligne des OSC et des informateurs clés. Avec l'aide d'organisations partenaires travaillant avec des travailleurs domestiques et des vendeurs de rue – Chetanalaya et l'Association nationale des vendeurs de rue de l'Inde (NASVI, de l'anglais National Association of Street Vendors of India) – l'ICRW a organisé des ateliers avec des femmes et facilité des discussions de groupe en présentiel afin de tirer des enseignements de leurs expériences et de synthétiser les données probantes pour

conférer plus de visibilité au vécu des travailleuses du secteur informel. L'ICRW a également mis en place un groupe consultatif de projet, composé de représentants des syndicats et du monde universitaire, ainsi que d'autres participants importants, afin de comprendre comment utiliser au mieux les données recueillies par le Centre à des fins de plaidoyer et pour identifier une conception appropriée et une manière de mettre en œuvre les politiques en tenant compte de la façon dont elles pourraient affecter le bien-être des travailleuses du secteur informel sur le terrain.

L'ICRW a identifié des femmes susceptibles d'être influentes et de plaider vigoureusement en faveur du changement au sein de leurs communautés, et il a travaillé avec elles pour produire des histoires de vie et des récits personnels afin de comprendre comment les femmes avaient vu leur vie transformée par la pandémie et d'identifier leurs différentes stratégies de résilience pour faire face à ces changements. Les témoignages des employées domestiques et des vendeuses de rue ont été synthétisés et utilisés pour élaborer une série de recommandations en consultation avec les femmes et les organisations communautaires. Les expériences et les connaissances ont été traduites dans divers médias et produits de connaissance, et partagées avec différentes parties prenantes afin qu'elles puissent les utiliser pour leurs actions de plaidoyer sur leur lieu de travail.

L'ICRW Inde a produit une note politique intitulée *India's Policy Response to Covid-19 and the Gendered Impact on Urban Informal Workers in Delhi NCR* [Réponse politique de l'Inde à la Covid-19 et impact genré sur les travailleurs informels urbains dans la région de Delhi] en réalisant une étude de cadrage politique, qui comprenait des notes thématiques sur le bien-être économique, la sécurité alimentaire, le logement, la santé sexuelle et reproductive et la violence fondée sur le genre. L'étude de cadrage a évalué l'impact sexospécifique des confinements induits par la pandémie sur les travailleurs informels urbains dans la région de la capitale nationale de Delhi (NCR, de l'anglais National Capital Region), ainsi que l'efficacité globale des diverses mesures étatiques et non étatiques en matière d'aide et de relèvement. Une série de cinq podcasts intitulée *Women and Work : Why it matters !* [Les femmes au travail : pourquoi c'est important !] réalisée en partenariat avec l'organisation de médias intersectionnels Feminism in India, a abordé les questions du travail rémunéré et non rémunéré et de la ségrégation par castes pour l'emploi des femmes, ainsi que les mécanismes de relèvement après la pandémie. En janvier 2022, l'ICRW Asie a également publié un rapport illustré présentant les conclusions de son examen des données macroéconomiques, des politiques et de la littérature afin d'établir les vulnérabilités préexistantes des travailleuses et la manière dont elles se sont aggravées durant la première vague de Covid-19 en Inde.

Résultats – Sphère d'influence

Dans la série de podcasts, l'équipe de recherche de l'ICRW s'est efforcée d'assurer une représentation et des points de vue divers sur les questions abordées. Le podcast était en hinglish (hindi et anglais), ce qui visait à atteindre des publics urbains à travers le pays qui s'intéressent aux questions des femmes et du travail. Les intervenants invités représentaient des jeunes femmes, des identités religieuses marginales, des identités de genre et de caste marginalisées, ainsi qu'une représentation géographique variée. Cette approche a permis de veiller à ce que les résultats aient un prisme intersectionnel, soient pertinents pour les groupes marginalisés ciblés dans la conception de la recherche et puissent faire ressortir des points de vue nuancés, par exemple en matière de caste, de religion, de statut migratoire ou matrimonial. Dans le cadre de ses efforts de plaidoyer, l'ICRW a réuni des organisations de base avec des travailleuses dirigeantes pour partager les résultats de la recherche dans un langage plus accessible. Cela a permis de s'assurer que les leçons tirées de leur expérience soient utilisées plus largement et que l'ICRW puisse articuler une appréciation collective de la manière d'utiliser les résultats dans les efforts de plaidoyer au niveau de la gouvernance locale (municipale).

La série de podcasts a été cruciale pour toucher les praticiens n'ayant généralement pas accès à des rapports de recherche lourds et volumineux. Cela partait d'un effort délibéré pour rendre les résultats de la recherche plus accessibles aux praticiens sur le terrain. Le projet a établi un réseau d'organisations de base travaillant avec des employés domestiques et des vendeurs de rue, et a soutenu le partage de connaissances entre elles afin d'accroître les enseignements tirés de l'expérience d'une organisation à l'autre. Le réseau a soutenu l'organisation d'activités et facilité une forte participation des organisations de base.

Le projet a établi une nouvelle base de connaissances sur les expériences des travailleuses, en produisant des données et des récits d'expériences qui ont ensuite été utilisés dans les échanges avec des fonctionnaires. Le partage des expériences et des données d'une manière plus assimilable a permis d'influencer les échanges avec les responsables politiques, ainsi qu'au sein des syndicats et des organisations partenaires qui travaillent à l'amélioration de l'accès des femmes à l'information, aux politiques et aux programmes. L'ICRW a identifié la façon dont les expériences des femmes pouvaient éclairer les politiques en examinant comment elles étaient mises en œuvre sur le terrain et dans quelle mesure elles répondaient aux besoins des travailleuses.

Réflexions finales

Les organisations de base partenaires de l'ICRW étaient intégrées dans les communautés d'intérêt avant même le financement du programme CORE, ce qui signifie qu'une fois que l'ICRW a reçu les fonds, il a pu concentrer ses ressources sur son rôle de rassembleur plutôt que sur l'établissement de relations pour s'intégrer dans les communautés d'employés domestiques et de vendeurs de rue. Il est probable que ce réseau d'organisations de base va perdurer au-delà du projet car ces organisations étaient déjà en contact les unes avec les autres avant le projet de recherche.

Le droit à l'aide du gouvernement n'était qu'une pièce du puzzle dans les histoires d'adaptation et de survie. Il existait également des obstacles au changement de politique, car le gouvernement indien éprouvait des difficultés pour préciser sa politique d'autonomisation économique des femmes et se tournait donc vers des partenaires internationaux pour obtenir un soutien dans ce domaine. L'établissement d'une influence politique claire dans ce projet dans le contexte indien était donc un processus long et alambiqué, où la contribution de l'ICRW au discours semblait difficile à déterminer. Il existait un conflit d'intérêt en Inde car bien que l'importance du travail en réseau et de la collaboration ait été clairement soulignée tout au long du projet, il fallait également éviter d'être perçu comme un défenseur du collectivisme ou de la force du nombre. Il est important d'être dans la même sphère que les OSC, car les données probantes offrent force et valeur, et il convient de savoir comment apporter les données et les preuves aux bonnes personnes au bon moment.

L'ICRW Asie a collaboré avec NASVI pour aider l'équipe de l'ICRW à recruter un échantillon représentatif de travailleuses informelles (vendeuses de rue et employées de maison) issues de quatre régions au sein de la NCR : Delhi, Gurgaon, Noida et Ghaziabad. NASVI est une organisation qui s'efforce de protéger les droits en matière de moyens de subsistance de milliers de vendeurs de rue à travers le pays. Fortement présente parmi les vendeurs de rue à Delhi, l'association a aidé l'ICRW à toucher des travailleuses dans des zones géographiques sélectionnées de la NCR. Le partenariat entre l'ICRW et NASVI était crucial car NASVI travaillait en étroite collaboration avec des structures de mise en œuvre et de gouvernance sur le terrain pour aider les vendeurs de rue et les employés domestiques à exercer leurs droits. Les enseignements tirés de l'étude de l'ICRW ont contribué à un partage efficace des connaissances avec ce groupe et ont été utilisés pour le plaidoyer au niveau local.

DÉTAILS DU PROJET

Calendrier

Septembre 2021–octobre 2022

Budget

900 000 \$ CA

Cible géographique

Inde, Kenya et Ouganda

Autres produits du programme CORE liés à ce projet

Esquivel, V. et al. (2022) *Pourquoi la reprise après la Covid-19 doit être sexospécifique*, Covid-19 Responses for Equity (CORE) Research for Policy and Practice Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.002](https://doi.org/10.19088/CORE.2022.002)

Vyas, A. ; Banerjee, P. ; Achyut, P. and Wilson, E. (2023) *Fostering Gender Diversity and Inclusiveness in Street Vendor Associations in India* [Promouvoir la diversité entre les sexes et l'inclusion dans les associations de vendeurs de rue en Inde], Covid-19 Responses for Equity (CORE) Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2023.001](https://doi.org/10.19088/CORE.2023.001)

5. Conclusions

Le développement des chemins d'impact du programme CORE a mis en évidence l'ampleur et la profondeur de l'impact produit par la cohorte de projets du programme CORE. La documentation de ces chemins d'impact fait partie de l'héritage du programme CORE et démontre l'éventail d'approches innovantes utilisées pour mobiliser les décideurs et faire entendre la voix des communautés dans les processus de recherche, dans le contexte difficile de la pandémie de Covid-19. Ces chemins d'impact ont été utilisés pour promouvoir l'échange de connaissances et partager l'apprentissage entre les projets lors de la réunion mondiale du programme CORE à Dakar, au Sénégal, en janvier 2023. À l'avenir, nous espérons qu'ils serviront également de point de référence pour les futurs programmes de recherche et qu'ils inspireront d'autres groupes de réflexion et instituts de recherche du Sud dans l'optique d'innover dans leurs stratégies d'engagement et d'intégrer des stratégies visant à renforcer la légitimité et l'appropriation des processus de recherche.

Les expériences du projet CORE ont mis en évidence le rôle clé que la recherche peut jouer dans une crise, et la façon dont les instituts de recherche peuvent tirer parti de leur position et de leurs relations pour informer, accompagner et évaluer les réponses des pouvoirs publics. Les exemples présentés dans ce rapport démontrent la valeur ajoutée d'une collaboration étroite avec les structures gouvernementales aux niveaux national, provincial et municipal pour aligner les questions de recherche sur les priorités politiques, en créant un espace de dialogue et de discussion. Dans certains contextes, les résultats de la recherche peuvent mettre en évidence les lacunes d'une réponse et donner une légitimité à des voix extérieures aux pouvoirs publics ; cependant, dans le contexte de polycrises en évolution, l'érosion de l'espace politique est une triste réalité qui ne peut pas être ignorée.

Les chemins d'impact ont aussi démontré la riche expérience du programme CORE en matière de renforcement des processus de recherche par le biais d'alliances avec la société civile afin de renforcer la légitimité et d'intégrer les données probantes dans les réalités sociales, en utilisant le processus de recherche pour permettre à ces groupes de se faire entendre, en mettant en place des processus pour organiser et hiérarchiser leurs besoins et en augmentant leur visibilité dans les débats sur les politiques à mener.

Un autre héritage important du programme CORE est la capacité de recherche et d'engagement qui a été renforcée dans l'ensemble des pays du Sud. De nombreux projets CORE ont travaillé avec des partenaires locaux à travers le monde, en privilégiant la facilitation des relations entre les équipes de recherche nationales, la garantie de la qualité dans des contextes et des défis différents, et le soutien à l'échange de connaissances entre des expériences diverses. Ces équipes de recherche n'ont pas seulement produit des résultats de recherche convaincants dans les conditions les plus défavorables de collecte de données, compte tenu des confinements répétés et d'une incertitude permanente ; elles ont également mis en œuvre des stratégies d'engagement innovantes qui ont permis d'établir de nouvelles relations et alliances qui ont de fortes chances de se poursuivre au-delà du programme CORE. Cette collection unique de chemins d'impact a pour but de recueillir et de documenter ces innovations et ces acquis, non seulement comme un héritage du programme CORE mais aussi comme une ressource pratique pour les initiatives de recherche futures.

Bibliographie

Bolton, L. and Georgalakis, J. (2022) [**The Socioeconomic Impact of Covid-19 in Low- and Middle-Income Countries**](#) [L'impact socioéconomique de la Covid-19 dans les pays à revenu faible et intermédiaire], CORE Synthesis Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.007](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Clark, L. and Apgar, J.M. (2019) [**Unpacking the Impact of International Development: Resource Guide 2. Seven Steps to a Theory of Change**](#) [Décortiquer l'impact du développement international : guide de ressources 2. Sept étapes vers une théorie du changement] Brighton : Institute of Development Studies, University of Edinburgh, and Centre for Development Impact (consulté le 20 décembre 2023)

Clark, L. ; Carpenter, J. and Taylor, J. (2022) [**Learning From Responsiveness to a Rapidly Evolving Context: IDRC's Covid-19 Responses for Equity Programme**](#) [Tirer les leçons de la réactivité à un contexte en rapide évolution : le Programme Covid-19 Responses for Equity du CRDI], CORE Learning Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.004](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Clark, L. ; Higdon, G.L. ; Thompson, S. ; Tofaris, E. and Rose, P. (2021) [**Celebrating the Impact of the Raising Learning Outcomes in Education Systems Programme**](#) [Célébrer l'impact du programme Améliorer les résultats de l'apprentissage dans les systèmes éducatifs], Working Paper : Expert Analysis from the Impact Initiative, Brighton : Institute of Development Studies and The Impact Initiative, DOI : [10.35648/20.500.12413/11781/ii370](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Georgalakis, J. and Rose, P. (2019) '[**Introduction: Identifying the Qualities of Research-Policy Partnerships in International Development – A New Analytical Framework**](#)' [Introduction : Identifier les qualités des partenariats recherche-politique dans le développement international – Un nouveau cadre analytique], *IDS Bulletin* 50.1, DOI : [10.19088/1968-2019.103](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Mayne, J. (2018) '[**Developing and Using Useful Theories of Change**](#)' [Élaborer et utiliser des théories du changement utiles], *Evergreen Briefing Note* (consulté le 2 octobre 2023)

Oliver, K. ; Lorenc, T. and Innvær, S. (2014) '[**New Directions in Evidence-Based Policy Research : A Critical Analysis of the Literature**](#)' [Nouvelles orientations de la recherche sur les politiques fondées sur des données probantes : analyse critique de la littérature], *Health Research Policy and Systems* 12 : 34, DOI : [10.1186/1478-4505-12-34](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Taylor, J. ; Quak, E.J. ; Georgalakis, J. and Clark, L. (2022) [**Pathways to Impact in the Pandemic : A Rapid Review of Covid-19-Related Research Engagement Strategies in Low- And Middle-Income Country Settings**](#) [Chemins d'impact de la pandémie : examen rapide des stratégies d'engagement de la recherche liées à la Covid-19 dans les pays à revenu faible et intermédiaire], Covid Collective Helpdesk Report 10, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CC.2022.003](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Weiss, C.H. (1979) '[**The Many Meanings of Research Utilization**](#)' [Les nombreuses significations de l'utilisation de la recherche], *Public Administration Review* 3.95 : 426-31, DOI : [10.2307/3109916](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Produits des projets énumérés dans le rapport

Ahmed, S. ; Ahmed, V. ; Alain, M. and Gatellier, K. (2022) [Improving the Fiscal Policy Response to Covid-19 in Pakistan](#) [Améliorer la politique fiscale en réponse à la Covid-19 au Pakistan], CORE Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.003](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Al Shami, F. (2023) ['Arab Region Social Protection Systems : Research and Policy Design Challenges'](#) [Systèmes de protection sociale dans la région arabe : Défis dans la conception de la recherche et des politiques], *IDS Bulletin* 54.2 : 109–30, DOI : [10.19088/1968-2023.135](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Bianchi, M. ; Coda, F. ; Cyr, J. ; Heffernan, I. and Meeker, J. (2023) [Effective Governance Responses to Crises : Lessons From the Covid-19 Pandemic](#) [Des réponses aux crises efficaces en matière de gouvernance : leçons tirées de la pandémie de Covid-19], CORE Research for Policy and Practice Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2023.011](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Bolton, L. and Georgalakis, J. (2022) [The Socioeconomic Impact of Covid-19 in Low- and Middle-Income Countries](#) [L'impact socioéconomique de la Covid-19 dans les pays à revenu faible et intermédiaire], CORE Synthesis Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.007](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Cyr, J. ; Bianchi, M. ; Lara, I.F. and Coda, F. (2023) ['\(Re-\)Thinking a Collaborative Research Model After Covid-19 : Introducing Colabora.Lat'](#) [(Re)penser un modèle de recherche collaborative après la Covid-19 : présentation de Colabora.Lat], *IDS Bulletin* 54.2 : 197–208, DOI : [10.19088/1968-2023.140](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Esquivel, V. et al. (2022) [Pourquoi la reprise après la Covid-19 doit être sexospécifique](#), Covid-19 Responses for Equity (CORE) Research for Policy and Practice Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.002](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Fort, R. and Alcázar, L. (2023) ['Resilience in the Time of a Pandemic : Developing Public Policies for Ollas Comunes in Peru'](#) [Résilience par temps de pandémie : élaborer des politiques publiques pour les Ollas Comunes au Pérou], *IDS Bulletin* 54.2 : 165–80, DOI : [10.19088/1968-2023.138](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Fort, R. and Gatellier, K. (2022) [Building Safer and More Sustainable Food Systems in Peru](#), [Édifier des systèmes alimentaires plus sûrs et plus durables au Pérou], CORE Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.005](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Galpaya, H. ; Hurulle, G. and Gunawardana, D. (2023) ['Policy Influence in Crisis : Reflections from a Southern Thinktank'](#) [Influence politique par temps de crise : cogitations d'un groupe de réflexion du Sud] *IDS Bulletin* 54.2 : 75–92, DOI : [10.19088/1968-2023.133](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Mabugu, R.E. ; Maisonnave, H. ; Henseler, M. ; Chitiga-Mabugu, M. and Makochekanwa, A. (2023) ['Co-Modelling for Relief and Recovery from the Covid-19 Crisis in Zimbabwe'](#) [Comodélisation pour l'aide d'urgence et la relance après la crise de la Covid-19 au Zimbabwe], *IDS Bulletin* 54.2 : 41–58, DOI : [10.19088/1968-2023.131](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Niño Eslava, D. and Gatellier, K. (2022) [Collective Action to Support Family Farming in Colombia](#) [Action collective pour soutenir l'agriculture familiale en Colombie], CORE Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.013](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Suleri, A.Q. et al. (2022) [Strengthening Food Security in Pakistan During the Covid-19 Pandemic](#) [Renforcer la sécurité alimentaire au Pakistan durant la pandémie de Covid-19], CORE Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2022.008](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Thompson, J. et al. (2021) [L'impact de la Covid-19 sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire](#), Covid-19 Responses for Equity (CORE) Research for Policy and Practice Report, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2021.002](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Vyas, A. ; Banerjee, P. ; Achyut, P. and Wilson, E. (2023) [Fostering Gender Diversity and Inclusiveness in Street Vendor Associations in India](#) [Promouvoir la diversité entre les sexes et l'inclusion dans les associations de vendeurs de rue en Inde], CORE Stories of Change, Brighton : Institute of Development Studies, DOI : [10.19088/CORE.2023.001](#) (consulté le 20 décembre 2023)

Citation suggérée

Clark, L.; Carpenter, J. et Taylor, J. (2024) *Des idées pour le travail d'influence : comprendre les chemins d'impact dans la réponse aux crises*, Brighton: Institute of Development Studies, DOI: [10.19088/CORE.2023.019](https://doi.org/10.19088/CORE.2023.019)

À propos de ce rapport

Ce document a été publié dans le cadre du programme d'application des connaissances Covid-19 Responses for Equity (CORE), dirigé par l'Institute of Development Studies (IDS), qui soutient l'application des connaissances issues de l'initiative CORE. Soutenue par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), l'initiative CORE rassemble 20 projets visant à comprendre les impacts socioéconomiques de la pandémie, à améliorer les réponses existantes et à générer de meilleures options politiques pour la relance. Les recherches sont principalement menées par des chercheurs locaux, des universités, des groupes de réflexion et des organisations de la société civile dans 42 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient.

Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du CRDI, de son Conseil des gouverneurs ou de l'IDS.

Il est distribué selon les termes de la licence [Creative Commons Attribution 4.0 International \(CC BY\)](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur n'importe quel support, à condition que les auteurs originaux et les sources soient mentionnés et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

© Institute of Development Studies 2024

DOI: [10.19088/CORE.2023.019](https://doi.org/10.19088/CORE.2023.019)